



"Chaque dollar produit sur terre détruit la planète terre."

- ▶ **Énergie : les investissements mondiaux en baisse de 2% en 2017** p.1
- ▶ **Le changement climatique tue les cèdres du Liban** p.3
- ▶ **Vague de sécheresse en Europe, le Cercle arctique prend feu** p.5
- ▶ **Où en est le pic uranifère? (Philippe Gauthier)** p.7
- ▶ **Le mythe du stockage d'énergie par hydrogène (Michel Guay)** p.10
- ▶ **Le narcissisme pathologique de la civilisation (Nicolas Casaux)** p.11
- ▶ **Histoire et avenir du rationnement, de 1973 à demain** p.15
- ▶ **L'Île-de-France à l'horizon 2050 : de la saturation à la frugalité** p.19
- ▶ **Jour du dépassement : le 1er août, l'humanité aura épuisé les ressources annuelles de la Terre** p.20
- ▶ **[Mystification totale:] Face à un trafic croissant, l'aviation en quête de solutions vertes** p.23
- ▶ **La chaleur, drame du quotidien au Japon et enjeu des JO de Tokyo** p.25
- ▶ **Quelques aphorismes à propos de la surpopulation (Michel Sourrouille)** p.27
- ▶ **Cet animal raté au natalisme débridé, homo « sapiens » (Michel Sourrouille)** p.29
- ▶ **Défendre la nature, NON. Défendre les territoires, OUI. (Michel Sourrouille)** p.32

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Egon Von Greyerz: "Les Etats-Unis sont ruinés !"** p.34
- ▶ **Lorsque la Parasitocratie tombe les masques (Simone Wapler)** p.39
- ▶ **Haro sur le Trump qui ose le crime de lèse majesté financière (Bruno Bertez)** p.40
- ▶ **L'avenir du pétrole dans une étrange seringue (Jean-Marc Vittori)** p.47
- ▶ **[Mystification:] Seule l'écologie peut sauver le capitalisme** p.49
- ▶ **La guerre n'est pas commerciale, elle est géopolitique. (Bruno Bertez)** p.51
- ▶ **« Affaire Macron. La difficulté du courage de dire non. » (Charles Sannat)** p.54



Énergie : les investissements mondiaux en baisse de 2% en 2017

parue le 17 juillet 2018



CONNAISSANCE
des ENERGIES

Les investissements mondiaux dans l'énergie ont atteint 1 800 milliards de dollars en 2017 selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE)⁽¹⁾. Il s'agit de la 3^e année consécutive de baisse de ces investissements. Explications.

Une électrification accélérée mais des investissements en baisse

En 2017, les investissements mondiaux dans l'énergie ont principalement diminué en raison de la baisse des investissements dans les centrales électriques renouvelables (- 7% par rapport à 2016, baisse liée en partie à la chute des coûts), à charbon (- 13%), et nucléaires (- 44%).

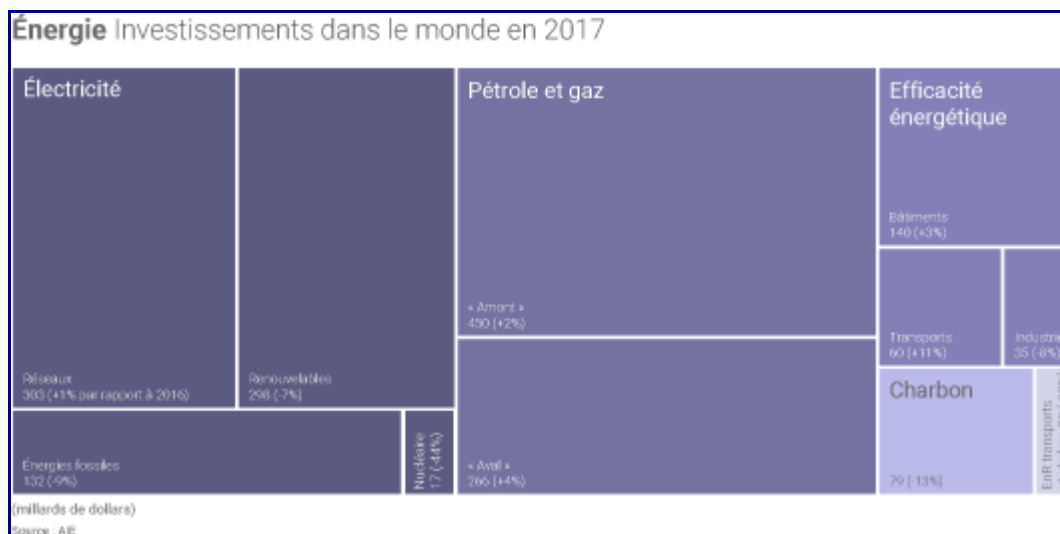


Les investissements mondiaux dans le charbon hors production d'électricité ont baissé de 13% en 2017.

Le secteur électrique, qui a concentré 750 milliards de dollars d'investissements en 2017, reste toutefois « *le grand bénéficiaire des investissements énergétiques mondiaux pour la deuxième année consécutive, reflétant l'électrification en cours de l'économie mondiale* », selon l'AIE qui souligne d'importants investissements dans les réseaux (303 milliards de dollars en 2017, + 1%) mais aussi dans le solaire photovoltaïque (150 milliards d'euros d'investissements en 2017).

D'autres secteurs ont attiré davantage d'investissements en 2017 qu'en 2016 : le secteur « *oil and gas* » (716 milliards de dollars d'investissements en 2017) et l'efficacité énergétique (235 G\$).

Précisons que plus d'un cinquième des investissements mondiaux dans l'énergie sont concentrés en Chine. Pékin a réduit en 2017 de 55% ses investissements dans de nouvelles centrales à charbon et a privilégié le déploiement des réseaux électriques et des unités de production bas-carbone. Suivent les États-Unis qui ont davantage investi en 2017 dans les hydrocarbures de schiste et l'Europe qui privilégie les investissements dans l'efficacité énergétique.



Les investissements mondiaux dans les réseaux électriques ont dépassé la barre des 300

milliards de dollars en 2017. (©Connaissance des Énergies, d'après AIE)

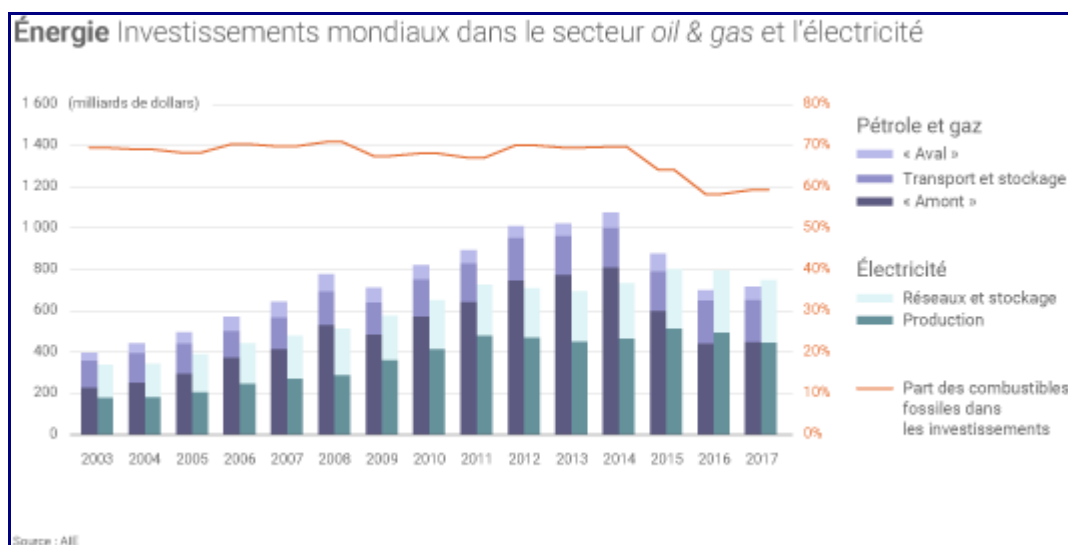
Les énergies fossiles, encore majoritaires dans les investissements mondiaux

Au total, l'AIE fait état d'une « pause dans la redirection des investissements vers des sources d'approvisionnement en énergie plus propres ».

En 2017, les énergies fossiles ont encore compté pour près de 59% des investissements mondiaux dans l'énergie (en incluant la production électrique à partir de sources fossiles), une part en « légère hausse » par rapport à 2016. La hausse modeste des investissements dans l'amont pétrolier et gazier (+ 2% en 2017) a été contrebalancée par de moindres investissements dans l'approvisionnement en charbon et en [gaz naturel liquéfié](#).

Ces données « suggèrent que les énergies fossiles conserveront un rôle significatif dans les années qui viennent » selon l'AIE alors que le scénario « Développement durable » de l'organisation misait sur une chute de la part des énergies fossiles à 40% dans les investissements énergétiques mondiaux à l'horizon 2030.

Le directeur exécutif de l'AIE Fatih Birol a notamment jugé « préoccupante » la baisse des investissements dans les installations renouvelables dans la perspective de la lutte contre la pollution atmosphérique et le réchauffement climatique.



En 2017, les investissements mondiaux dans l'électricité sont restés supérieurs à ceux dans le secteur oil and gas pour la 2^e année consécutive. (©Connaissance des Énergies, d'après AIE)

Sources / Notes

1. [Rapport « World Energy Investment 2018 » de l'AIE.](#)

Le changement climatique tue les cèdres du Liban

Présenté par Jean-Marc Jancovici

"Les anciens cèdres du Liban ont survécu aux empires et ont survécu aux guerres modernes. Accrochés à des parcelles de territoire qui rétrécissent, ces arbres représentent la résilience du Liban.



Climate Change Is Killing the Cedars of Lebanon

Global warming could wipe out most of the country's remaining cedar forests by the end of the century.
nytimes.com

Maintenant, le réchauffement climatique pourrait les achever.

Marcher parmi les cèdres sur une pente de montagne au Liban, c'est comme visiter le territoire des êtres primitifs. Certains des arbres les plus vieux sont là depuis plus de 1000 ans, étalant leurs branches horizontales uniques comme des bras tendus et envoyant leurs racines profondément dans le calcaire escarpé. Ils s'épanouissent sur l'humidité et les températures fraîches qui rendent cet écosystème inhabituel au Moyen-Orient, avec des sommets qui piègent les nuages qui flottent depuis la mer Méditerranée et brillent avec la neige de l'hiver.

Mais maintenant, après des siècles de déprédation humaine, les cèdres du Liban font peut-être face à leur menace la plus dangereuse: le changement climatique pourrait anéantir la plupart des forêts de cèdres restantes du pays d'ici la fin du siècle.

À mesure que les températures augmentent, la zone de confort écologique des cèdres se déplace vers le haut des montagnes, chassant les hivers froids dont ils ont besoin pour se reproduire. Mais ici, dans la forêt de Barouk, qui fait partie de la réserve de la biosphère de Shouf, au sud de Beyrouth, il n'y a pas grand-chose à faire. Si le climat se réchauffe aux taux prévus en raison de la hausse continue des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, certains érudits disent que d'ici 2100 les cèdres ne pourront prospérer qu'à l'extrémité nord du pays, où les montagnes sont plus hautes.

Dans le nord, cependant, il y a différents problèmes. La plus dense forêt de cèdres du Liban, la réserve naturelle de la forêt des Cèdres de Tannourine, a perdu plus de 7% de ses arbres en infestations d'insectes inconnus avant 1997. Ils sont directement liés à un réchauffement du climat."

(publié par Joëlle Leconte)



Jean-Marc Jancovici

20 juillet, 12:55 · 🌐



ça n'étonnera pas beaucoup de monde ici ... : La France pourrait manquer ses objectifs climat d'ici 2023

" La France risque de manquer ses objectifs climatiques d'ici 2023, selon un document de travail du ministère de la Transition écologique établi dans le cadre de la révision de la feuille de route énergétique et de la stratégie bas-carbone.

Le pays s'est fixé un budget carbone, c'est-à-dire un volume maximum d'émissions de gaz à effet de serre à ne pas dépasser.

Mais ce budget sera dépassé en 2023, notamment à cause d'un retard pris dans le secteur des transports et le bâtiment, selon ce document, que l'AFP a pu consulter, présenté jeudi par le ministère de la transition énergétique lors d'un point d'étape sur la révision de la feuille de route énergétique (PPE) de la France pour la période 2019-2023 et à horizon 2028, et de sa stratégie bas carbone (SNBC)."

(publié par Joëlle Leconte)



La France pourrait manquer ses objectifs climat d'ici 2023 - Magazine GoodPlanet Info

La France risque de manquer ses objectifs climatiques d'ici 2023, selon un document de travail du ministère de la Transition écologique établi dans le...

GOODPLANET.INFO

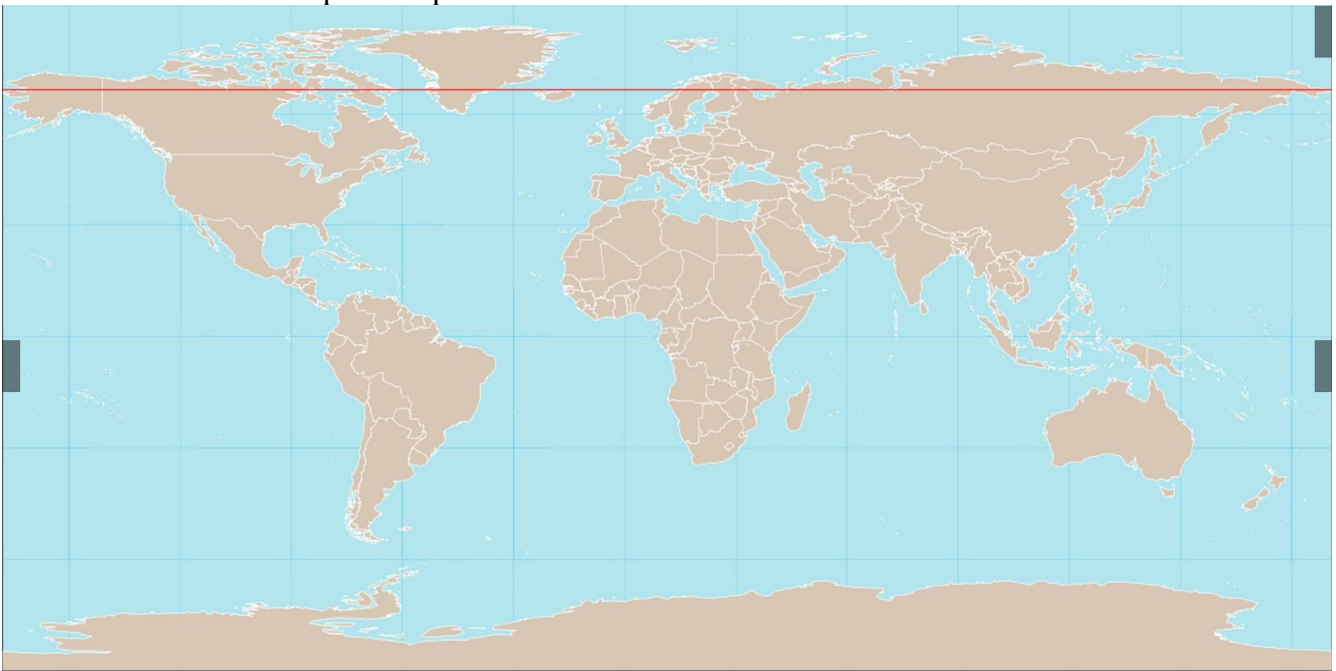
Vague de sécheresse en Europe, le Cercle arctique prend feu

Rtbf.be juillet 2018



Incendies en Suède - © MAJA SUSLIN - AFP

Alors que [la Suède combat actuellement les feux de forêt les plus importants de son histoire](#), c'est tout le Cercle arctique qui vit un été particulièrement chaud et sec, engendrant des incendies anormaux et préoccupants.



Le Cercle arctique correspond à la latitude $66^{\circ} 33' N$, une frontière invisible au-delà de laquelle on peut observer, en été, au moins une journée où le soleil ne se couche pas (et inversement en hiver). Des pays comme la Suède, la Norvège, la Finlande, le Danemark (avec le Groenland), le Canada et la Russie ont une partie de leur territoire au-delà de ce cercle.

Sans grande surprise, les températures n'ont pas l'habitude de grimper très haut dans ces régions. Mais ces derniers mois, le thermomètre a une fâcheuse tendance à se hisser au-dessus des normales. En novembre, les températures journalières ont dépassé de près de $20^{\circ}C$ la moyenne. Une tendance qui a continué début de l'année, à tel point qu'[il a parfois fait plus chaud dans le cercle polaire que dans certaines régions européennes plus au sud cet hiver](#).

Cet été, les records de températures continuent, les pays scandinaves dépassant les $30^{\circ}C$ dans leurs régions septentrionales... causant des feux de forêt très inhabituels de par leur étendue. L'Union européenne, qui apporte son aide à la Suède pour combattre les incendies, a confirmé que de nombreux feux avaient lieu en dehors des zones où les incendies sont fréquents

(typiquement la région Méditerranéenne).

Où en est le pic uranifère?

Philippe Gauthier 21 juillet 2018

Une question rarement abordée dans les débats sur l'énergie nucléaire est celle du pic uranifère. Comme le pétrole, l'uranium est une ressource non renouvelable dont l'exploitation connaîtra une phase d'expansion, un plateau et un déclin. Michael Dittmar, de l'Institution de physique des particules de Zurich, en Suisse, est l'un des rares chercheurs à avoir adapté au pic uranifère la méthodologie utilisée pour prévoir le pic pétrolier. Ce texte reprend son [important article de 2011](#) et le met à jour en le confrontant aux plus récentes données de production, celles de 2016.

Faisant un état des lieux en 2011, Michael Dittmar rappelle que le nucléaire produit moins de 14 % de l'électricité dans le monde et que l'électricité représente elle-même 16 % de la consommation globale d'énergie (on parle plutôt de 18 % aujourd'hui). Sur les 440 réacteurs civils en service dans le monde à l'époque (à peine une quinzaine de plus de nos jours), 80 % se trouvent dans les pays de l'OCDE. La croissance du nucléaire en Chine, en Inde ou en Russie ne compense guère son déclin ailleurs.

La production d'uranium, observe le chercheur, peut se diviser en trois périodes :

- De **1945 à 1975**, la course aux armements nucléaires entraîne une ruée sur la ressource. La production atteint 50 kt (kilotonnes, soit 50 000 tonnes) par année en 1959, avant de retomber à 35 kt de 1965 à 1975. Au total, environ 750 kt sont produits pendant cette période.
- La période de **1975 à 1990** correspond à la phase de croissance rapide du nucléaire civil. La production se maintient à environ 60 kt de 1978 à 1986 et la production totale atteint 1000 kt.
- La troisième période, de **1990 à 2005**, se caractérise par un plafonnement de la capacité nucléaire à un niveau inférieur à celui qui avait été planifié. La déplétion provoque la fermeture de nombreuses mines et la production se situe en moyenne à 35 kt par année, alors que la demande est de l'ordre de 65 kt. La production totale est d'environ 500 kt.

De 1945 à 2010, l'industrie a donc extrait environ 2,5 millions de tonnes d'uranium et en a consommé deux millions. L'essentiel des 500 kt restantes se trouvent dans les réserves militaires américaines et russes. En 2011, la production mondiale d'uranium ne couvrait que 85 % des besoins mondiaux. La différence était comblée en pigeant dans les stocks militaires, qui ne sont toutefois pas illimités.

Une déplétion marquée

Les mines d'uranium ont été marquées par un rythme de déplétion très rapide. Michael Dittmar fournit des données détaillées sur tous les principaux gisements dans le monde. Si l'on ne retient que les faits saillants, notons que :

- En pratique, la production d'uranium a disparu (moins de 1 kt) en Europe à la fin des années 1990, avec un pic de production de 12 kt en 1976 et production ultime de 460 kt.

La demande en uranium de l'Europe étant de 21 kt par année, on peut dire que le nucléaire n'a jamais véritablement assuré son indépendance énergétique.

- Aux États-Unis, le pic de la production a eu lieu au début des années 1980, à 17 kt par année. En 2010, elle n'était plus que 1,7 kt par année. Les réserves, initialement estimées à 1652 kt, ont été révisées à 472 kt. Comme la production cumulative a été de 367 kt jusqu'en 2010, on peut dire que les réserves sont presque à sec.
- L'Afrique du Sud présente un profil semblable, avec un pic à 6 kt au début des années 1980, un déclin à 0,6 kt en 2010 et une production cumulative de 157 kt sur des réserves totales de 195 kt.
- La production actuelle a surtout lieu au Canada, en Australie et au Kazakhstan. Les gisements canadiens marquent de forts signes d'essoufflement, mais le Kazakhstan est un producteur plus récent, au sommet de sa courbe de production.
- Parti de 1 kt par année en 1997, le Kazakhstan a atteint 14 kt en 2009, année où il s'est imposé comme premier producteur mondial. Mais sa production semble proche d'un pic, puisqu'elle a lentement progressé de 22,4 kt en 2013 à 24,6 kt en 2016.

Deux scénarios de demande

Le chercheur évalue ensuite les besoins en uranium de l'industrie en fonction de trois scénarios, dont l'un est marqué par une faible croissance (+ 1 % par année) et l'autre par un faible déclin (- 1 % par année) de la demande mondiale. Dans le scénario de croissance, la demande en uranium atteindrait 71,5 kt en 2015 et 83 en 2030. Dans le scénario de déclin, elle serait de 65 kt (+/- 4) en 2015 et de 55 en 2030.

Dans son propre scénario basé sur les limites géologiques des approvisionnements, Dittmar misait sur 58 kt (± 4) en 2015 et 41 (± 5) en 2030. Au final, il entrevoyait un lent déclin de la production d'uranium dont les effets sur les approvisionnements seraient atténués par la mise hors service volontaire des réacteurs dans plusieurs pays dans la foulée de la catastrophe de Fukushima (l'exemple de l'Allemagne vient à l'esprit).

Production from mines (tonnes U)

Country	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Kazakhstan	6637	8521	14020	17803	19451	21317	22451	23127	23800	24575
Canada	9476	9000	10173	9783	9145	8999	9331	9134	13325	14039
Australia	8611	8430	7982	5900	5983	6991	6350	5001	5654	6315
Niger	3153	3032	3243	4198	4351	4667	4518	4057	4116	3479
Namibia	2879	4366	4626	4496	3258	4495	4323	3255	2993	3654
Russia	3413	3521	3564	3562	2993	2872	3135	2990	3055	3004
Uzbekistan (est)	2320	2338	2429	2400	2500	2400	2400	2400	2385	2404
China (est)	712	769	750	827	885	1500	1500	1500	1616	1616
USA	1654	1430	1453	1660	1537	1596	1792	1919	1256	1125
Ukraine (est)	846	800	840	850	890	960	922	926	1200	1005
South Africa	539	655	563	583	582	465	531	573	393	490
India (est)	270	271	290	400	400	385	385	385	385	385
Czech Republic	306	263	258	254	229	228	215	193	155	138
Romania (est)	77	77	75	77	77	90	77	77	77	50
Pakistan (est)	45	45	50	45	45	45	45	45	45	45
Brazil (est)	299	330	345	148	265	326	192	55	40	44
France	4	5	8	7	6	3	5	3	2	0
Germany	41	0	0	8	51	50	27	33	0	0
Malawi			104	670	846	1101	1132	369	0	0
Total world	41 282	43 764	50 772	53 671	53 493	58 489	59,331	56,041	60,496	62,366
tonnes U ₃ O ₈	48 683	51 611	59 875	63 295	63 084	68 976	69,969	66,089	71,343	73,548
% of world demand*	64%	68%	78%	78%	85%	86%	92%	85%	90%	98%

*Data from the World Nuclear Association

En pratique, selon les données de l'Association nucléaire mondiale, la production a atteint 60,5 kt en 2015 (dans les limites du scénario de Dittmar) et 62,3 kt en 2016. Une légère chute de la demande fait en sorte que la production de 2016 couvrait 98 % des besoins mondiaux. En dépit de ce redressement de la production mondiale d'uranium, la production actuelle dépasse à peine celle de « l'âge d'or » du début des années 1980, quand elle était de l'ordre de 60 kt.

Il apparaît donc que toute volonté d'augmenter sensiblement la production nucléaire mondiale se heurtera aux plafonds de production et à des réserves limitées. Les militants qui préconisent une plus grande utilisation de l'énergie nucléaire pour remplacer les carburants fossiles et réduire les émissions de CO₂ entretiennent donc des espoirs irréalistes, qui ne tiennent pas compte des réalités du pic uranifère.

Sources :

- Michael Dittmar, [The End of Cheap Uranium](#)
- [World Uranium Mining Production](#) (Updated July 2017)

Le mythe du stockage d'énergie par hydrogène

Par Michel Gay. 21 juillet 2018



En l'état, les scénarios énergétiques accordant une place importante à l'éolien ne sont pas adaptés à l'industrie de l'électricité.

Les espoirs du gouvernement semblent actuellement se tourner vers une option de stockage d'énergie futuriste : [la production d'hydrogène, notamment par électrolyse](#).

Pourtant, le stockage de la production excédentaire d'électricité éolienne sous forme d'hydrogène (produit par électrolyse) ensuite injectée dans le réseau de gaz naturel, ou éventuellement retransformée en électricité, est une utopie pour des raisons physiques.

L'efficacité de la production d'hydrogène par électrolyse est problématique

Les installations d'électrolyse ne fonctionneront qu'environ 15% du temps sur une année (1000 à 2000 heures sur 8760 heures) pour ne stocker qu'environ 10% de l'électricité produite, et surtout pour [n'en restituer que moins de 30%](#) compte tenu du faible rendement du processus.

En effet, les rendements (souvent mal pris en compte) sont pénalisants, et la faisabilité dans des conditions économiques acceptables ne pourra pas être assurée.

La voie hydrogène de stockage est une impasse à cause :

- Du temps de fonctionnement limité des électrolyseurs,
- De la variabilité considérable des pics de production éolienne,
- Des investissements importants pour un taux d'usage faible,
- Des incertitudes sur les performances des processus de transformation de l'hydrogène stocké en électricité,
- et des importantes pertes d'une électricité éolienne déjà chère par elle-même (on ne récupère que 20% à 30% de l'électricité injectée dans le système).

La difficulté de stocker l'électricité produite par une source d'énergie aussi variable que l'éolien (surinvestissement, faible taux d'usage, transport de l'électricité d'un bout à l'autre de l'Europe) sera la même pour tout type de stockage et pèsera lourdement sur la rentabilité.

Un pari à l'aveugle

En l'état, les scénarios énergétiques accordant une place importante à l'éolien ne sont pas adaptés à l'industrie de l'électricité. Un fonctionnement en continu qui répond instantanément au besoin et au coût le plus bas est essentiel pour la viabilité de notre économie et le confort des citoyens.

Le monde politique semble s'orienter à l'aveugle vers des choix de scénarios énergétiques qui peuvent se révéler inefficaces et coûteux, voire dangereux pour les économies de la France et de l'Europe et conduire à une crise économique.

Nicolas Hulot avait déclaré « *Nous sommes à l'aube d'une révolution dont on ne connaît pas encore le point d'atterrissage* ». Il risque d'être dur... et douloureux.

Post-scriptum : Cet article, notamment son annexe plus détaillée, se concentre uniquement sur le stockage des surplus éoliens d'électricité mais le raisonnement et la conclusion restent les mêmes en y ajoutant la production solaire.

Le narcissisme pathologique de la civilisation

par Nicolas Casaux juillet 2018 Partage-le.com/

[NYOUZ2DÉS: toujours se rappeler que les solutions de Nicolas Casaux ne valent rien.]



Le 4 mai 2018, à l'université de St. Olaf, dans le Minnesota, aux États-Unis, Noam Chomsky a prononcé un discours organisé autour, selon lui, de « la plus importante question jamais posée dans l'histoire de l'humanité », à savoir « si oui ou non la vie humaine organisée survivra », sur la planète Terre, aux nombreux problèmes de notre temps, qui se posent de manière urgente, sur le court terme plutôt que sur le long.

Dans une tribune récemment publiée sur le site du journal *Libération*, Élise Rousseau, écrivaine naturaliste, et Philippe J. Dubois, écologue, affirment que la « destruction de la nature » est un « crime contre l'humanité ». Il fallait oser. Cela revient grosso modo à dire que la destruction des abeilles (et de tout ce qui vit) est un crime contre Monsanto, la destruction du golfe du Mexique un crime contre BP, la destruction de Bornéo un crime contre Ferrero, etc.

Ce qui relie cette tribune de *Libé* au discours de Chomsky, c'est une même perspective culturelle, quasi hégémonique aujourd'hui, qui considère que l'humanité (et plus précisément : la civilisation) est la principale (la seule ?) chose dont l'humanité (la civilisation) devrait se soucier. Stratégie discursive ou véritable conviction ? La question est ouverte. Seulement, quoi qu'il en soit, l'idée est mauvaise.

Parmi les traits culturels qui permettent d'expliquer pourquoi la culture dominante, la civilisation industrielle mondialisée, a pu faire et peut faire ce qu'elle fait actuellement — à savoir ravager le monde naturel, dévaster les habitats de toutes les espèces vivantes au point de se rendre coupable d'une destruction massive de leur diversité et de leurs populations, d'une magnitude sans précédent depuis qu'une météorite a frappé la planète il y a des millions d'années — la psychopathie figure en bonne place.

Une description commune du psychopathe explique :

« Les psychopathes ne ressentent rien pour les autres mais seulement pour eux. Ils ressentent bien biologiquement des émotions mais psychologiquement les troubles caractéristiques de leur maladie viennent troubler et altérer le ressenti de ces émotions. Ils n'ont aucun sentiment envers les autres. Toute émotion est ramenée à eux de n'importe quelle façon. Les autres ne sont que des objets qui servent à assouvir leurs envies. Ce problème d'absence d'empathie explique pourquoi ils n'ont aucune morale et donc aucune limite à faire du mal à autrui physiquement et moralement. D'où leur dangerosité. »

« [...] aucune limite à faire du mal à autrui physiquement et moralement ». On ne saurait mieux décrire le comportement de la civilisation industrielle vis-à-vis des humains comme des non-humains. D'où l'exploitation organisée de l'être humain par l'être humain. D'où la « sixième extinction de masse » (expression digne de la novlangue orwellienne que l'on utilise pour désigner la *destruction ou l'extermination massive* des espèces vivantes par la civilisation industrielle).

La psychopathie de la culture dominante repose sur une forme de trouble narcissique, cet « amour excessif (de l'image) de soi, associant survalorisation de soi et dévalorisation de l'autre ». Sans cette *dévalorisation de l'autre*, cette absence d'empathie, de préoccupation pour *l'autre*, pour *les autres* (espèces vivantes), nous ne serions pas, en tant que culture, en train de dévaster la planète et d'exterminer ses habitants non humains. Sans cette absence d'empathie, de préoccupation pour *l'autre*, pour *les autres* (êtres humains), nous ne serions pas, en tant que culture, en train d'asservir et d'exploiter notre prochain de manière systémique. Une des principales raisons pour lesquelles nous en sommes rendus dans la situation désastreuse où nous sommes aujourd'hui correspond donc au narcissisme et à la psychopathie culturels de la civilisation industrielle. C'est parce que, de manière systémique (culturelle), nous ne nous soucions pas des autres (êtres humains ou espèces non humaines), mais seulement de nous-mêmes (l'individualisme de nos sociétés modernes), que nous les exploitons ou que nous les détruisons.

Une question se pose alors, très différente de celle dont Chomsky affirme qu'elle est *la plus importante de l'histoire de l'humanité* : tandis qu'elle extermine les espèces vivantes à une cadence inégalée depuis qu'une météorite s'est écrasée sur la planète il y a plus de soixante millions d'années, à quel point est-il indécent et dément pour la civilisation (ou pour *la vie humaine organisée*) de continuer à se lamenter sur son seul sort ? En réduisant, dans l'intention de la faire cesser, la destruction de la nature à un problème pour l'humanité (et plus précisément, pour l'humanité industrialisée), les auteurs de la tribune de *Libé* font appel à ce même narcissisme qui l'encourage en premier lieu. S'il y a un fond de vérité à la fameuse

citation d'Einstein selon laquelle « on ne peut pas résoudre un problème avec le même type de pensée que celle qui l'a créé », alors, en toute logique, cela n'a aucune chance d'aboutir.

C'est pourquoi il est particulièrement agaçant de lire, dans la tribune publiée sur le site de *Libé* : « Comment allons-nous continuer à produire des fruits et des légumes sans insectes pollinisateurs ? », comme si le fond du problème, comme si l'important, se résumait à *notre production* de fruits et légumes. Et d'autres lamentations narcissiques comme : « Contrairement à certains de nos amis naturalistes et scientifiques, nous espérons qu'il est encore possible pour l'homme de réagir, de se sauver, et donc de sauver ses enfants. » Ou encore : « Car plus que la planète encore, c'est l'homme qui est aujourd'hui en danger. »

En outre, ainsi que je le souligne plus haut, lorsqu'il s'inquiète du sort de la « vie humaine organisée », Noam Chomsky fait référence à « la civilisation^[1] » (on le constate très clairement en écoutant le discours dans son intégralité). C'est-à-dire que selon sa perspective, somme toute assez classique, « la civilisation » constitue le pinacle de l'existence humaine ; l'existence humaine *non organisée*, ces 99 % de l'histoire de l'humanité durant lesquels les êtres humains ont vécu en bandes de chasseurs-cueilleurs ou en petites tribus / sociétés nomades ou sédentaires, sans État (de manière relativement anarchique), comme quelques peuples continuent de le faire aujourd'hui, ne vaut rien au regard de la période historique de la *civilisation*, cette merveilleuse aventure (au passage, glorifier la période de l'histoire humaine qui correspond à celle du règne de l'État, pour un anarchiste, c'est étonnant).

Ce point de vue selon lequel notre principal souci devrait être la survie non pas de la biosphère et des écosystèmes planétaires mais de la civilisation est (évidemment) très dominant au sein de la civilisation industrielle. C'est même celui, par exemple, de Cyril Dion^[2], un des plus célèbres « écologistes » français. C'est celui de l'immense majorité de ceux à qui les grands médias offrent et offriront des tribunes, (puisque) c'est celui des classes dirigeantes.

Autre exemple. Dans une tribune récemment publiée sur le site du *New York Times* (et très relayée sur les réseaux sociaux), intitulée « Raising my Child in a Doomed World » (*Élever mon enfant dans un monde condamné*), Roy Scranton, un écrivain américain, nous fait part de son désarroi à l'idée d'élever son enfant à notre époque au vu des catastrophes socio-écologiques à venir, conséquences inéluctables du dérèglement climatique. Ce que l'on peut comprendre. Seulement, comme l'immense majorité de ceux qui ont voix au chapitre dans les grands médias, sa principale préoccupation, qu'il considère comme le « plus grand défi auquel l'humanité a jamais été confrontée », consiste à « préserver la civilisation mondialisée telle que nous la connaissons ». Ce qui rejoint la préoccupation de Noam Chomsky concernant la survie de *la vie humaine organisée*.

Le narcissisme de cette culture — qui ravage la planète et qui s'inquiète désormais de sa propre survie dans cette entreprise de destruction qui s'avère, zut alors, également autodestructrice — est également et effectivement très répandu dans la nébuleuse écologiste, qui ne fait pas exception.

L'écologie grand public, celle des gouvernements, des entreprises et des grandes ONG, ne fait

(évidemment) que reproduire le narcissisme culturel de la société industrielle. La nature doit être gérée par l'être humain, au mieux, mais toujours selon ce qui arrange l'économie de marché.

La web-série *NEXT* et la collapsologie en général s'inquiètent avant tout de la survie des êtres humains (et surtout de ceux qui vivent au sein de la civilisation industrielle). Tout leur discours s'articule autour de la nécessité pour eux de préparer la catastrophe à venir en se concentrant sur la « résilience » des communautés humaines. Le problème qui préoccupe le réalisateur de la web-série *NEXT*, Clément Montfort, c'est que l'effondrement de la civilisation industrielle va potentiellement causer « des millions de morts et beaucoup de souffrance ». Il va sans dire qu'il fait référence à des millions de morts d'*êtres humains*. Que *des milliards* de non-humains meurent chaque année, directement ou indirectement tués par la civilisation industrielle, qui pollue, contamine ou détruit par ailleurs tous les écosystèmes du globe, et dont l'expansion mortifère anéantit inexorablement, aujourd'hui encore, les peuples indigènes qui subsistent, ça ne pose pas problème, ça n'incite pas à agir. Que la destruction planétaire entreprise par la civilisation industrielle finisse par se retourner contre elle — *Mon dieu, nous allons y passer nous aussi !* — ça, c'est inadmissible. *Il faut agir ! Vite, sauvons notre peau.*

Le respect pour la vie implique bien évidemment le respect de la nôtre propre. Mais il y a un abîme entre avoir du respect pour notre propre existence et le narcissisme culturel qui nous pousse à nous soucier exclusivement et avant tout de nous-mêmes, de la « civilisation » (surtout quand il devrait être clair qu'*elle est le problème*^[3]). D'autant que la préservation de la communauté naturelle élargie dont nous faisons partie, qui comprend l'ensemble des espèces animales et végétales, et leurs habitats, est la meilleure garantie de notre propre survie (ce qu'un certain nombre de peuples autochtones comprennent et comprenaient).

Ainsi que Claude Lévi-Strauss le formulait, « un humanisme bien ordonné ne commence pas par soi-même, mais place le monde avant la vie, la vie avant l'homme, le respect des autres avant l'amour-propre ».

La destruction de la nature n'est pas *un crime contre l'humanité*. C'est un crime *commis par l'humanité* industrialisée (ou *en voie d'industrialisation*) contre la vie sur Terre. La destruction de la nature, *c'est un crime contre la nature* — contre toutes les formes de vie qui la constituent, et certainement pas contre la seule *humanité*, qui en fait partie, évidemment, mais qui est l'auteure du crime avant d'en être une victime. Seulement, pour le comprendre, il faudrait commencer par se soucier de la nature pour elle-même, dépasser le narcissisme et la relation au monde utilitariste qu'il encourage, afin de réaliser que la nature possède une valeur intrinsèque, inhérente, indépendamment de son utilité pour les seuls êtres humains. Cette réalisation constitue l'essence même d'une écologie digne de ce nom.

Nicolas Casaux

-
1. Pour une discussion sur la définition du mot civilisation, c'est par ici : <http://partage-le.com/2015/02/1084/> ↑
 2. « Défendre le vivant ou défendre la civilisation : à propos de savoir ce que l'on veut » : <http://partage-le.com/2017/03/defendre-la-nature-ou-defendre-la-civilisation-a-propos->

[de-savoir-ce-que-lon-veut/](#) ↑

3. « Et si le problème, c'était la civilisation ? » : <http://partage-le.com/2017/10/7993/> ↑

Histoire et avenir du rationnement, de 1973 à demain

Institut Momentum , Séminaire du 22 juin 2018, par Mathilde Szuba



A l'occasion de ce soixante-quatrième séminaire de l'Institut Momentum, Mathilde Szuba se penche sur les mesures consécutives au choc pétrolier de 1973. En effet, quand on prend l'exemple de la Deuxième Guerre Mondiale, la réflexion est souvent retoquée au motif que, aujourd'hui, nous ne sommes pas en guerre aujourd'hui. Le cas des mesures de 1973 est donc un exemple intéressant, complémentaire par rapport à l'exemple de la Deuxième Guerre Mondiale, de ce que l'on peut imaginer comme politiques de sobriété ou de décroissance en urgence (*in a hurry*).

1. Les origines de la crise pétrolière de 1973

En octobre 1973, embargo de l'OPEP à l'encontre des USA, des Pays-Bas, de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie, du Portugal, accusés de soutenir Israël pendant la guerre du Kippour.

Une conjonction de situations et d'événements :

- La guerre du Kippour (6 au 25 octobre 1973)
- Dépendance énergétique de l'Occident
- Les USA ont passé leur pic de production en 1971.

Retour sur **la chronologie, du 6 octobre jusqu'en décembre** : ça va très vite, et en trois mois, le prix du pétrole a été multiplié par quatre.

En fait, il y avait déjà eu des discussions au sein de l'OPEP pour utiliser le pétrole comme arme géopolitique, et les experts internationaux ne sont pas vraiment surpris que l'OPEP passe à l'action. Viser les Pays-Bas, c'est aussi une manière de viser Shell. De plus Rotterdam est le principal port d'entrée du pétrole en Europe à cette époque-là. Il y a aussi des nationalisations visant Shell, à la même époque, dans plusieurs pays de l'OPEP.

La dépendance avait énormément augmenté auparavant : entre 1950 et 1973, le Moyen-Orient

avait déjà **multiplié par 14 sa production de pétrole**.

Finalement, **l'embargo est levé le 16 mars 1974**, après retrait des derniers soldats israéliens du Sinaï.

2. La réaction des États : le cas des Pays-Bas

Un journal titre : « fermer le robinet du pétrole est un désastre national ». Et c'est vrai que la situation est particulièrement tendue, car les Pays-Bas sont le seul pays européen visé par un embargo complet. Il faut six semaines aux tankers saoudiens pour arriver aux Pays-Bas, donc un embargo décidé le 18 octobre commence à faire effet fin novembre. L'étude des minutes du gouvernement néerlandais de l'époque montrent qu'ils ne savent pas exactement anticiper la rigueur du rationnement ; mais ils disent officiellement qu'il faut se préparer à un embargo très sévère.

Les **dimanches sans voitures** sont mis en œuvre du 4 novembre au 6 janvier ; et cela s'arrête le 6 janvier parce que le **rationnement** par coupons prend le relais. Les dimanches sans voiture ne sont pas une première dans l'histoire néerlandaise, cela avait déjà été mis en place après la WW2, et pendant la crise de Suez ; donc c'est de mémoire assez récente.

Il y a des discussions au sein du gouvernement (travailliste) : le ministère de l'industrie ne veut rien d'obligatoire, mais la direction de l'énergie veut des mesures drastiques et immédiates, y compris le rationnement.

Le gouvernement néerlandais demande de l'aide aux autres pays européens, au nom du « *burden sharing* », mais c'est vite refusé.

La plupart des lois existaient déjà, et sont simplement activées en 1973 :

- La loi import-export ;
- La loi rationnement ;
- Déclaration de l'état d'urgence.

On estime finalement **que l'on va devoir réduire la consommation domestique de 10%**, et on décide de le faire essentiellement en activant des lois existantes.

Le Premier ministre déclare que **le monde d'avant 1973 ne reviendra pas**.

Au début, les premières mesures sont plutôt bien accueillies. Les mesures sont limitées par leurs effets, et entrent en résonance avec le mouvement « **Stop kindermoor** » qui était une campagne préexistante, de mères de familles, contre les voitures, accusées de tuer les enfants. Les spécialistes des politiques de mobilité comme Frédéric Héran expliquent que c'est après 1973 que les politiques de transport néerlandaises s'orientent vers le vélo. Il y a même des demandes explicites pour que le gouvernement aille plus vite, en invoquant les bénéfices annexes qu'on en tirera, notamment la réduction du nombre d'accidents de voitures.

Le gouvernement est critiqué pour son **mutisme**, mais il n'est pas accusé d'adopter des mesures liberticides.

3. La réaction des États : le cas du Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, a priori, ça devrait être plus facile, parce qu'il n'y a pas d'embargo complet. Mais en fait, cela fait un an qu'il y a un lourd conflit avec les mineurs, et le choc pétrolier

intervient donc à un moment où il y a **un début de pénurie de charbon et d'électricité**. Le mouvement des mineurs a interdit les heures supplémentaires, et cela conduit bientôt à une division par deux de la production d'énergie.

Tout cela se passe en novembre 1973, et le gouvernement britannique **déclare l'état d'urgence**, avec coupures d'électricité, rationnement des automobilistes, semaine de travail de trois jours.

La semaine de trois jours, ça ne passe pas par une loi de réduction du temps de travail, mais par une loi interdisant la vente d'énergie aux entreprises pendant plus de trois jours par semaine (exception pour les services d'urgence et les magasins d'alimentation). Cela dure **du 1^{er} janvier au 8 mars 1974**, date d'appel de nouvelles élections (qui vont voir la fin du gouvernement Heath, l'élection d'*unhung parliament*, et l'accession de Margaret Thatcher à la tête du parti conservateur, sur un programme de fermeté face au syndicat des mineurs).

Au début, il n'y a pas de rationnement ; et il y a des paniques et des pénuries dans certaines stations-services ; ce qui conduit à ce que la population demande le rationnement.

Le rationnement est finalement mis en œuvre dès le 29 novembre 1973, et maintenu jusque 1975 (avec toute une période où on doit garder son carnet « au cas où »). Là encore, il y avait une histoire récente du rationnement, qui avait été utilisé à plusieurs reprises, ponctuellement, depuis la WW2. Et finalement, comme aux Pays-Bas, ce n'est pas le rationnement que l'on reproche au gouvernement, mais sa gestion de la crise des mineurs.

4. Leçons historiques

En France, il y a une hypertrophie du rationnement pendant la WW2, mais on voit qu'il y a de nombreux exemples. Il n'y a pas besoin d'être en situation de guerre.

5. Questions & réponses

Première salve de question :

Yves Cochet : Mesmer était Premier ministre à l'époque. Les nucléocrates se sont précipités, en se disant que leur heure était venue. Et effectivement, elle est venue. Avant 1973, la dépendance au pétrole d'électricité française était de l'ordre de 65% ; c'était des centrales à fuel lourd. Du coup, en quelques semaines, juste avant la mort de Pompidou, on lance le programme électronucléaire de la France sur trente ans. Et ça a marché.

Encore Yves Cochet : Lors d'un second mini-choc pétrolier, entre 2005 et 2008, le baril est monté à 148\$ le baril. À ce moment-là, l'AIE a publié *Saving electricity in a hurry* et *Saving oil in a hurry*.

Jean-Luc Pasquinet : le lancement du programme nucléaire français avait tout de même été préparé, notamment par des lois spéciales exonérant les industriels de toute responsabilité en cas d'accident nucléaire.

Mathilde Szuba : effectivement, en science politique, on parle de porteurs de solution qui cherchent des problèmes : les nucléocrates ont vu en la crise pétrolière le problème idéal pour justifier leur solution.)

Deuxième salve de questions :

Agnès Sinaï :aujourd'hui, on est en risque de surproduction électrique, avec du nucléaire qui ne diminue pas et des renouvelables qui augmentent. Alors dans ce contexte-là, deux questions : est-ce que le rationnement peut fonctionner pour l'électricité ? Et est-ce que le rationnement peut se faire à l'échelle d'une région ? Donc comment contextualiser cette approche historique en tenant compte de l'actualité, et de l'abondance électrique temporaire et déraisonnable qui se prépare ?

Mathilde Szuba :pour le rationnement, il faut une limite, il faut un *cap*. Donc avec la surabondance d'électricité, sans objectif de réduction, il n'y a pas de *cap*.

Agnès Sinaï :aujourd'hui, la rhétorique a changé, on ne parle plus ce *cap*. On parle de neutralité carbone d'une part, et de trajectoire d'autre part. Donc peut-il y avoir un rationnement sans *cap*, sans limite ?

Quelqu'un :les exemples ici sont ceux de pays de culture anglo-saxonne, donc est-ce qu'il y a des problèmes de transposition à la culture française ?

Mathilde Szuba :c'est surtout qu'en France, la dernière expérience de rationnement est liée à l'occupation allemande, donc c'est très bloquant.

Quelqu'un :en Suède, on vient de publier un guide officiel « que faire en cas de guerre ou de crise », qui peut être compris comme une manière *soft power* de faire avancer ces questions-là.

Alain Gras :les remarques d'Agnès sont justes pour la France, mais c'est une situation vraiment très particulière. Aujourd'hui, il y a énormément de réserves de charbon, et toute l'industrie mondiale est en train de s'électrifier avec le charbon. Par ailleurs, aujourd'hui, on s'est vraiment déshabitué à la nuit sans électricité, donc il n'est pas sûr que l'on referait aussi facilement la même chose.

Laurence :que sait-on des programmes de rationnement envisagés par l'armée ?

Mathilde Szuba :à ma connaissance, pas grand-chose.

Quelqu'un :ça a été évoqué la semaine dernière à l'école de guerre, mais cela plutôt suscité des sourires qu'autre chose. Les militaires ne paraissent pas très réceptifs.

Quelqu'un d'autre :L'armée américaine anticipe un retour de la guerre en Europe d'ici une trentaine d'années. Après, comment penser la question énergétique au niveau des biorégions ? D'abord, au niveau local et régional, cette question peut être portée dans les « plan résilience » de la ville de Paris. En biorégion, la question est aussi de repartir de l'écosystème ; il faut se demander le potentiel énergétique de la région.

Yves Cochet :cela renvoie au travail Ile-de-France, biorégion sans voiture en 2050 ; qui prévoit que la demande énergétique ne sera pas toujours satisfaite ; parce que ce seront des renouvelables. C'est l'hypothèse de travail qui a été retenue pour ce rapport :l'**intermittence**.

Jean-Luc Pasquinet :en France, il y a eu du rationnement au 16^e siècle, en 1870... donc il y a aussi une histoire du rationnement avant la WW2. On pourrait taper d'abord sur le pétrole et son monde, c'est-à-dire sur la voiture et l'avion ; en France, la part des fossiles dans l'électricité n'est donc pas la priorité. Enfin, effectivement, l'intermittence est la norme dans une économie de flux ; le passage aux fossiles a permis le passage à une économie de stock qui ne connaît pas l'intermittence.

Encore quelqu'un d'autre :les réserves stratégiques de trois mois, c'est calculé comment ?

Mathilde Szuba :ce sont trois mois de consommation au niveau de consommation actuel, donc avec des mesures de rationnement ça pourrait durer un peu plus longtemps.

L'Île-de-France à l'horizon 2050 : de la saturation à la frugalité

Séminaire du 25 mai 2018 par Marc Barra



Fragmentation des espaces, pollutions, chaleur, pesticides, uniformisation des paysages, imperméabilisation, raréfaction des insectes.... En une dizaine d'années, l'Île-de-France a perdu 21 % de ses oiseaux et 8 % de ses espèces de papillons. Selon l'Agence régionale de la biodiversité en Île-de-France, les zones agricoles enregistrent 30 % d'oiseaux en moins entre 2002 et 2014, et une diversité de plantes et de papillons en recul de 20 % et 18 %. Face à ce constat, que faire pour retrouver une Île-de-France vivante et sauvage ? Comment saisir l'importance de changer notre rapport à la biodiversité et nos pratiques, tant au niveau privé qu'au niveau des politiques publiques ? Alors que les démarches de transition écologiques émergent dans plusieurs cercles, elles restent silencieuses face à l'économie « mainstream » et

quand elles aboutissent, elles se focalisent bien souvent sur les aspects énergétiques, laissant souvent de côté la question du vivant, de la biodiversité. Pour autant du côté des villes et des citoyens, le rapport à la nature se reconstruit un peu par quelques initiatives encourageantes, comme la végétalisation de l'espace public, l'agriculture urbaine, voire la désimperméabilisation des sols. Au sein des collectivités, la prise en compte du vivant devient plus systématique dans la gestion des espaces ou encore l'aménagement. La nature en ville est d'un intérêt vital pour notre cadre de vie, notre santé et en réponse au changement climatique. L'adaptation de nos sociétés au changement climatique ne peut pas se contenter de solutions techniques, illusoire à long terme, mais s'intéresser aux propositions basées sur la préservation, la reconquête et la gestion soutenable de la biodiversité. Au-delà de l'intérêt écologique, les solutions inspirées de la nature sont dans la plupart des cas moins onéreuses que les solutions « grises » avec des co-bénéfices bien plus utiles à la collectivité. Cela suffira-t-il ? Dans une région où près de 20% de la population française occupe seulement 2% du territoire, que pourrait être une Île-de-France frugale, laissant la place aux dynamiques de la nature et à nos sociétés qui la respectent ?

Marc Barra est écologue à l'Agence régionale de la biodiversité Île-de-France (ARB-ÎdF), hébergée au sein de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme. Diplômé en écologie fonctionnelle et évolutive de l'université Paris-Sud, il s'intéresse particulièrement à l'écologie urbaine et aux solutions pour mieux intégrer la biodiversité à l'urbanisme, l'architecture et la construction. Il co-pilote à l'ARB-ÎdF une évaluation de la biodiversité des toitures végétalisées en Île de France et une étude sur les coûts des infrastructures vertes et grises. Il a rédigé plusieurs ouvrages à l'interface société et biodiversité, notamment « [Bâtir en favorisant la biodiversité](#) » et « [Économie et biodiversité : produire et consommer dans les limites de la biosphère](#) ». Il est par ailleurs enseignant-chercheur en écologie urbaine à l'Université Paris-Saclay, AgroParisTech, IUT Cergy Pontoise, UniLasalle Rouen et l'Institut Catholique de Paris. Il est administrateur de l'AFIE (association française interprofessionnelle des écologues) et membre de l'association Humanité et biodiversité.

Jour du dépassement : le 1er août, l'humanité aura épuisé les ressources annuelles de la Terre

Chloé Philippon 13 juillet 2018 , linfodurable.fr/



Le Jour du dépassement mondial tombera cette année le 1er août 2018. Calculé par l'ONG

Global Footprint Network, il désigne la date à laquelle la population mondiale a consommé la totalité des ressources naturelles que la Terre peut produire en un an.

Le 1^{er} août prochain, selon [Global Footprint Network](#), la population humaine aura consommé depuis le début de l'année autant de ressources naturelles, c'est-à-dire en eau, en terres ou en forêts, que la Terre peut renouveler en un an. Cette étude, menée chaque année par l'organisme, tient compte de plusieurs **empreintes écologiques** liées à l'Homme, comme ses **besoins en terres et en pâturages**, l'ensemble des **zones de pêches** utilisées et la **déforestation**. À cela s'ajoutent les zones biologiquement productives **remplacées par des infrastructures**, ainsi que la quantité d'**émissions de dioxyde de carbone**, supérieure à la capacité d'absorption des océans et des arbres.

En 2017, le Jour du dépassement était le 2 août. Le seuil critique de **surconsommation des ressources** a été franchi au début des **années 1970**, et ne cesse de reculer. À partir de cette date, l'humanité vit "à crédit". Le calcul du "[earth overshoot day](#)" se décline pour 200 pays et territoires à travers le monde. Dans le cas de la France, c'était le **5 mai 2018**, soit trois mois avant la date planétaire. Selon [WWF](#), dans sa situation actuelle, la France demande **1,8 fois plus de ressources** à la Terre que celle-ci ne peut lui en procurer. Si à l'échelle mondiale, l'empreinte humaine était la même qu'en France, il faudrait à la population **l'équivalent de 2,9 Terre** pour subvenir à ses besoins.

Jour du dépassement : les pays bons élèves de l'écologie, et les autres

Par Paul Marion | 04/05/2018



En 1961, la France atteint le jour du dépassement le 30 septembre. @Shutterstock

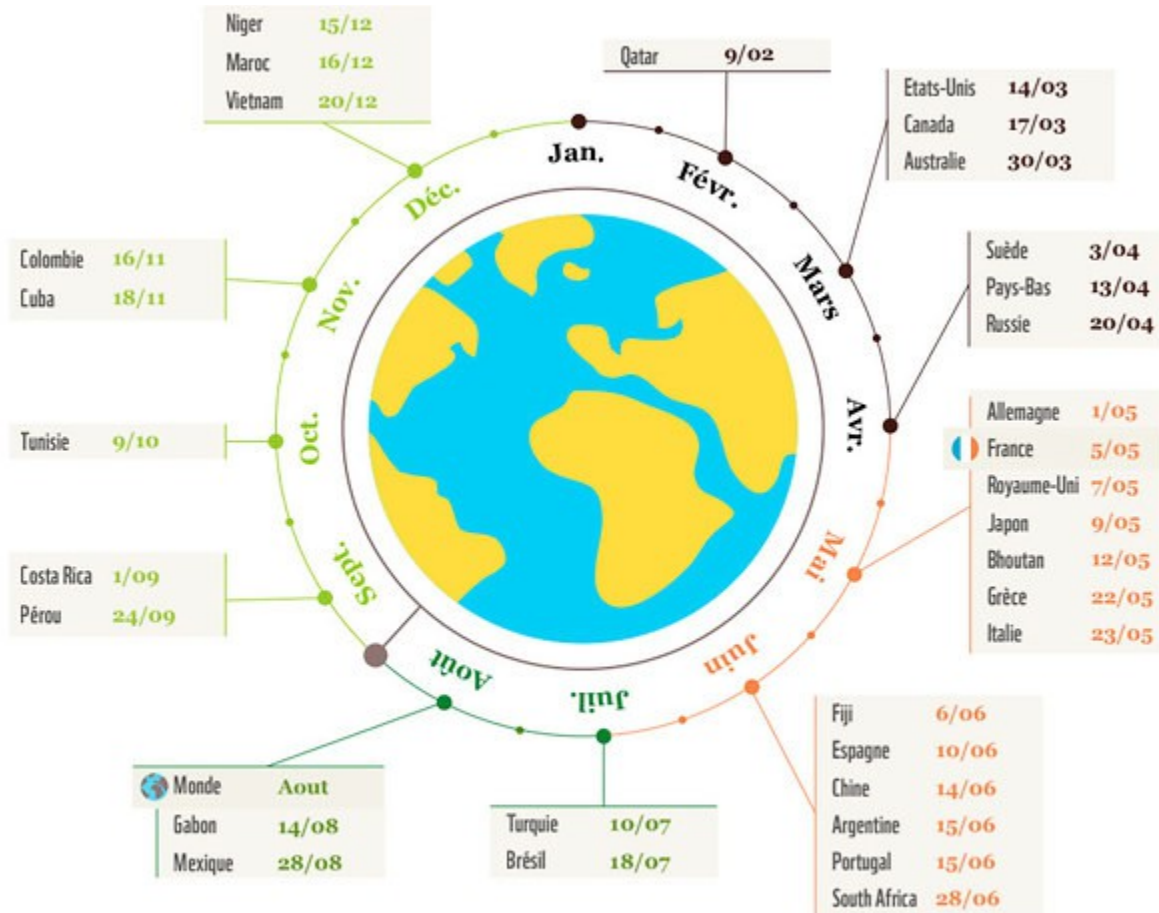
WWF révèle que la France vivra à crédit écologique à compter du samedi 5 mai. C'est la notion de "jour du dépassement", reflet de l'épuisement des ressources naturelles. Comment la France se situe-t-elle par rapport aux autres pays ?

Chaque année, le think tank Global Footprint Network établit la date à partir de laquelle l'humanité consomme plus de ressources que ce que la Terre est en capacité de produire en un an. L'an dernier, la date fatidique était tombée le 2 août.

Cette année, le think tank s'est associé à WWF France pour communiquer sur [le jour du dépassement](#) de la France, qui cette année est atteint le 5 mai, deux jours de gagnés par rapport à 2017.

Selon la [publication](#) du Fonds mondial pour la nature (WWF), le pays hôte de la COP21 se trouve en déficit écologique chronique depuis 1961. L'indicateur du jour de dépassement fait

même de la France l'un des dix pays les plus "endettés".



Positionnement du Jour du dépassement de la France par rapport à d'autres pays

WWF France // Global Footprint Network

L'Union européenne occupe avec le Japon le second rang des pays déficitaires le plus tôt dans l'année, loin derrière les Etats-Unis, le Canada et enfin le Qatar, bonnet d'âne. Parmi ses voisins européens, la France fait figure de mauvais élève aux côtés des Britanniques et des Allemands alors que les pays méditerranéens (Portugal, Espagne, Italie, Grèce) présentent un déficit plus tardif, autour de la moitié de l'année.

A l'inverse, l'Amérique latine, et dans une certaine mesure l'Asie, tirent leur épingle du jeu avec une majorité de pays positionnés dans le dernier tiers de l'année et s'approchent de modèles plus durables que les occidentaux.

Quid de la méthodologie ?

Pour obtenir ces chiffres, il s'agit d'abord de mesurer l'empreinte écologique de chaque pays, en estimant les surfaces maritimes et terrestres nécessaires pour répondre à la demande nationale.

Puis l'empreinte écologique, qui a pour unité l'hectare global, est rapportée à la biocapacité de la Terre, c'est-à-dire les surfaces effectivement disponibles. Pour la France, on obtient un

chiffre de 2,9. Cela signifie que si toute l'humanité vivait comme la France, il faudrait presque trois planètes pour subvenir à ses besoins. Ainsi, au tiers de l'année (le 5 mai) notre écosystème n'est plus en mesure d'assurer durablement nos modes de consommation et de production.

Appel à la mobilisation du gouvernement et à l'action des citoyens

“La France entre en déficit écologique chaque année trop tôt depuis des décennies, creusant ainsi sa dette écologique et empruntant aux autres pays leurs ressources naturelles” déplore Pascal Campin, directeur général de WWF France.

L'ancien ministre délégué au développement du gouvernement Ayrault s'inquiète surtout de la tendance à la dégradation de l'empreinte écologique française depuis 2015, en particulier du carbone sur fond de baisse des prix du baril et donc de recours aux hydrocarbures. Il en appelle à un engagement fort du gouvernement en vue de la transition écologique, autant qu'à un sursaut citoyen.

A notre échelle, que pouvons-nous faire ? Il faut savoir que plus de deux tiers de l'empreinte écologique d'un citoyen provient de son logement, de ses déplacements et de son alimentation. Le recours massif aux énergies renouvelables et à l'alimentation biologique permettraient, par exemple, d'emprunter moins de ressources aux autres pays. Et aux futures générations.

[Mystification totale:]

Face à un trafic croissant, l'aviation en quête de solutions vertes

Sonia Wolf - Agence France-Presse à Farnborough 17 juillet 2018

[NYOUZ2DÉS: Sonia Wolf est une journaliste, donc une incompetente totale sur le sujet.]



Les progrès technologiques ont permis de réduire les émissions de CO2 par siège de 80% depuis le premier avion à réaction. [Peut-être, mais le nombre de vol a augmenté considérablement pour atteindre 20 000 en une journée. Il n'y a pas de système anti-pollution sur les avions, sauf le fait d'augmenter la température de combustion.]

Optimisation des trajectoires de vol, roulage électrique, biocarburants : en attendant un avion commercial électrique le transport aérien tente de se mettre au vert, avec pour vent contraire la croissance permanente du trafic.

En 2016, l'aviation civile, qui représente environ 2 % des émissions mondiales de CO2, a été le premier secteur à se doter d'un dispositif mondial de maîtrise de ses émissions, appelé Corsia, avec un objectif de croissance neutre à partir de 2020 et la mise en place d'un mécanisme de

compensation.

« Ce n'est pas seulement du “verdissage” [...] les efforts sont réels, sur les avions, les mesures, les temps d'atterrissage ou de décollage, mais le problème c'est qu'on augmente sans cesse le trafic », estime Gilles Boeuf, ancien président du Muséum d'Histoire naturelle.

Depuis les années 60, les progrès technologiques ont permis de réduire la consommation unitaire d'un avion de ligne d'environ 70 % et les émissions de CO2 par siège de 80 % depuis le premier avion à réaction, selon l'ATAG (Air Transport Action Groupe), un groupe d'experts de l'industrie du transport aérien.

Mais dans le même temps, sur fond de montée des classes moyennes dans les pays émergents, le trafic mondial devrait quasiment doubler d'ici 2036 pour atteindre 7,8 milliards de passagers par an.

L'accomplissement du rêve d'un avion vert tout électrique semble toutefois lointain, le facteur poids freinant son envol.

Même avec des batteries cinq fois plus performantes que celles existantes aujourd'hui, « il faudrait 180 tonnes de batterie environ alors que l'avion fait 80 tonnes », résume Stéphane Cueille, président du comité de pilotage du Conseil pour la recherche aéronautique civile (Corac).

« Aujourd'hui faire un avion du type A320 tout électrique n'est pas envisageable. Peut-être un jour, s'il y a une rupture majeure », ajoute-t-il.

Avec les technologies actuelles poussées à leur maturité, on peut envisager un avion électrique à l'horizon 2030-2035, mais il s'agirait de petits avions, parcourant des distances courtes à faibles vitesses et altitude, note Jean Hermetz, responsable des nouvelles configurations d'avions à l'Onera, le centre français de recherche aérospatiale.

D'ici là, ce sont des engins électriques d'une gamme intermédiaire, entre le drone, l'hélicoptère et l'avion qui prendront leur place dans le ciel.

Au salon de l'aéronautique de Farnborough, le groupe industriel britannique Rolls-Royce a ainsi dévoilé son projet de développer un « taxi volant » électrique hybride qui décolle et atterrit verticalement, et pourrait voler d'ici cinq ans. Il étudie parallèlement un produit tout électrique.

Autre solution qui fait l'objet de recherches, l'avion commercial hybride combinant plusieurs sources d'énergies.

Le biocarburant, voie prometteuse

Par ailleurs, des essais sur banc de l'open rotor, une hélice non carénée au lieu de réacteurs qui permettrait de réduire d'un tiers la consommation de carburant et les émissions de CO2 à l'horizon 2030, ont été lancés par le motoriste Safran.

Mais dans l'immédiat, l'utilisation de biocarburant — conçu pour résister à des changements rapides de température entre le tarmac (jusqu'à +50°) et la très haute altitude (-55°) — semble être la piste la plus prometteuse.

La faisabilité technique a été démontrée et six biocarburants aéronautiques sont déjà certifiés

par l'organisme de normalisation ASTM.

Reste les freins économiques — les biocarburants sont beaucoup plus chers que le kérosène —, la disponibilité de la biomasse et la question de la durabilité.

Au sol, les aéroports contribuent à la réduction des émissions de carbone par l'usage de véhicules électriques sur le tarmac ou pour tracter les avions, de navettes électriques ou au gaz, d'éclairage Led...

Au niveau de la navigation, des solutions opérationnelles ont été développées : optimisation des vitesses de vol — jusqu'à 100 kg de carburant en moins par vol —, atterrissage en descente douce (jusqu'à 500 kg de carburant économisés pour un gros porteur), roulage à l'arrivée avec un moteur sur deux éteint...

Le programme européen Sesar, volet technologique de la construction du ciel unique européen, doit permettre une gestion du trafic aérien plus efficace avec notamment des routes directes ou l'optimisation de la gestion des arrivées sur un aéroport.

Mais à l'heure du low-cost, Gilles Boeuf en appelle aussi les consommateurs à la raison, s'emportant contre la mode du week-end passé à bas prix au bout du monde. « Les gens doivent comprendre que ce n'est pas décent », juge-t-il.

La chaleur, drame du quotidien au Japon et enjeu des JO de Tokyo

LE MONDE | 21.07.2018 | Par [Philippe Mesmer](#) [journaliste] (Tokyo, correspondance)

L'archipel nippon subit une vague de chaleur inédite ; 10 000 personnes ont été hospitalisées et 30 ont déjà succombé aux fortes températures.



Il fait terriblement chaud au Japon. L'Archipel s'est réveillé ce week-end sur la promesse de nouvelles journées de températures record, avec plus de 38 °C attendus dans plusieurs régions, notamment à Kyoto (Ouest) qui n'a jamais connu pareille touffeur depuis le début des statistiques météorologiques en 1880.

La présence de deux systèmes de hautes pressions couvrant la quasi-totalité du pays fait de ce

mois de juillet l'un des plus torrides de l'histoire : à 35 °C en moyenne depuis le 9 juillet, les températures dépassent les normales de 10 °C. La vague de chaleur, qualifiée par l'agence de météorologie de « *grand danger pour la santé* », pourrait [durer](#) jusqu'à la fin du mois.

Plus de 10 000 personnes ont déjà été hospitalisées et trente ont déjà succombé. Le ministère de l'éducation rappelle que les coups de chaleur peuvent [survenir](#) même quand la température oscille entre 25 °C et 30 °C. Le risque dépend aussi du taux d'humidité, qui exacerbe la chaleur ressentie. D'après le site spécialisé Accuweather, la température devait [atteindre](#) 34 °C à Tokyo samedi avec un ressenti à 40 °C. Le taux d'humidité devrait lui s'établir autour de 65 %.

Les autorités répètent à l'envi l'importance d'utiliser les climatiseurs et de s'hydrater, ainsi que d'éviter de [sortir](#) et de [pratiquer](#) des activités en extérieur. Les écoles doivent [prendre](#) des mesures pour [protéger](#) les enfants. Un écolier de 6 ans du département d'Aichi (Centre) est mort le 17 juillet après [avoir](#) participé à des activités en plein air. Huit autres, scolarisés à Shimonoseki dans l'ouest du pays, ont dû [recevoir](#) des soins le 18 à cause d'insolations.

Inquiétude pour les JO de 2020

La situation est particulièrement pénible pour les 4 400 personnes évacuées, fatiguées et stressées, à la suite des inondations et glissements de terrain [qui ont fait 218 morts et douze disparus début juillet dans l'ouest du pays](#). L'intense chaleur perturbe même le travail des militaires des forces d'autodéfense, des secouristes et des volontaires déployés pour [dégager](#) les décombres des zones sinistrées.

La gravité du phénomène a ravivé les débats sur l'organisation des Jeux olympiques (JO) de Tokyo, programmés du 24 juillet au 9 août 2020. Annoncé le 19 juillet par le Comité international olympique (CIO), le calendrier des épreuves a voulu en [tenir](#) compte, fixant le départ des marathons à 7 heures du matin et celui du 50 km marche à 6 heures.

Les choix opérés ont été accueillis avec prudence par la Fédération japonaise d'athlétisme. Toshihiko Seko, le responsable de la section marathon et qui a participé aux JO de 1984 et de 1988, préférerait des départs des épreuves encore plus tôt pour 2020. « *Il s'agira de courses à risques. Nous attendons du comité d'organisation qu'il installe le plus de brumisateurs possible et aménage un maximum de zones d'ombre sur le parcours pour que tous les coureurs puissent [finir](#) l'épreuve* », a-t-il déclaré au quotidien *Japan Times*.

En 2007, 30 % des 85 coureurs du marathon d'Osaka (Ouest) avaient abandonné à cause de la chaleur. L'épreuve courue alors que le thermomètre affichait plus de 30 °C, avait pourtant commencé à 7 heures.

« *Nous sommes conscients que nous devons nous [préparer](#) à la chaleur extrême* », a reconnu le 12 juillet John Coates, responsable du CIO chargé du suivi de la préparation des JO, expliquant que le Japon n'était pas le « *premier pays à [accueillir](#) les épreuves sous une chaleur extrême. C'est une conséquence naturelle de l'organisation des JO en juillet et en août.* »

Protéger les athlètes et le public

Malgré ces déclarations rassurantes, la chaleur représente un casse-tête pour les organisateurs, qui veulent [éviter](#) tout problème avec les athlètes comme avec le public. Ils prévoient

l'installation d'« abris » ventilés et la mise en place d'un dispositif de suivi en temps réel du risque thermique sur chaque site.

Des produits réduisant de plusieurs degrés la chaleur dégagée par le goudron devraient être utilisés et le gouvernement va multiplier les plantations d'arbres le long des parcours des courses de fond. Les organisateurs de Tokyo 2020 vont également établir des directives sur la gestion des épreuves en cas de températures extrêmes.

Lors d'une visite organisée le 18 juillet du Stade national, qui accueillera les cérémonies d'ouverture et de clôture ainsi que les épreuves d'athlétisme, Keiji Kato, du Conseil japonais des sports (JSC) a expliqué que la conception du toit pouvant partiellement recouvrir le stade permettait d'améliorer la circulation de l'air et de maintenir une certaine fraîcheur pour les spectateurs. Le thermomètre affichait 43 °C ce jour-là.

Quelques aphorismes à propos de la surpopulation

Michel Sourrouille, Biosphere, 21 juillet 2018

Jean-Luc Mélenchon : « Le plus grand bouleversement qui se soit produit dans notre monde vient de l'accroissement du nombre des êtres humains qui le peuplent. C'est cependant le fait le moins pris en compte et le moins discuté dans l'espace politique. Et pourtant le nombre d'êtres humains a explosé sous nos yeux... Selon moi, l'histoire des sociétés humaines dépend directement de cette donnée : le nombre. » (Incipit, page 7- L'ère du peuple, 2014)

Yves Cochet : « Dans la décroissance démographique que nous soutenons, la droite décèle une campagne en faveur d'avortements massifs, de promotion de l'homosexualité et d'abandon du patriotisme. La gauche nous soupçonne d'attaquer les droits humains, de fuir le problème de financement des retraites, voire de prêcher l'eugénisme ou le racisme. e ou considérée comme mal posée: l'information, la croissance et la technologie résoudre les éventuels problèmes démographiques. Quant aux organisations écologistes, associatives ou politiques, elles résolvent la question en ne la posant pas, alors que l'écologie des populations est une discipline importante de l'écologie scientifique. D'une façon générale, la question est tabou... » (in Moins nombreux, plus heureux, l'urgence écologique de repenser la démographie, 2014)

Paul Sears, une possible réponse à Pierre Rabhi : « La terre est biologiquement capable de nourrir une humanité plus nombreuse? Admettons, il serait néanmoins plus agréable de ne pas être obligé de manger debout »

Jean Dorst : « Nous ne craignons pas d'affirmer en liminaire que le problème de la surpopulation est le plus angoissant de tous ceux auxquels nous avons à faire face dans les temps modernes. Et peu d'entre nous en ont conscience, du fait de sa nouveauté et de tout l'obscurantisme qui en masque encore la gravité. L'excédent de population ne risque pas seulement de compromettre le sort de la flore et de la faune sauvages, (la biodiversité), il menace bien plus la survie de l'humanité tout entière, avec ce qui la civilisation et la dignité même de l'homme. » (Avant que Nature meure, 1965)

Claude Lévi-Strauss : « La population mondiale comptait à ma naissance 1,5 milliard d'habitants. Quand j'entrai dans la vie active, vers 1930, ce nombre s'élevait à 2 milliards. Il est de 6 milliards aujourd'hui, et il atteindra 9 milliards dans quelques décennies, à croire les prévisions des démographes. Ils nous disent certes que ce dernier chiffre représentera un pic et

que la population déclinera ensuite, si rapidement, ajoutent certains, qu'à l'échelle de quelques siècles une menace pèsera sur la survie de notre espèce. De toute façon, elle aura exercé ses ravages sur la diversité non pas seulement culturelle mais aussi biologique en faisant disparaître quantité d'espèces animales et végétales. » (mai 2005, méditations)

Alain de Benoist cite Bossuet : « Dieu se rit de ceux qui déplorent les effets tout en continuant à chérir les causes ». Faudrait-il s'interdire d'y inclure la cause démographique ? ([Demain la décroissance ! Penser l'écologie jusqu'au bout](#), 2007)

Pascal Sevran : « Au Niger, le taux de fécondité des femmes est le plus élevé au monde. Neuf enfants en moyenne par couple. Un carnage. Les coupables signent leurs crimes en copulant à tout va. La mort est au bout de leur bite. Ils peuvent continuer puisque ça les amuse... » (Le Privilège des jonquilles, éd. Albin Michel)

Emmanuel Macron : « 70 % de jeunes, c'est ça l'Afrique. Alors oui c'est une chance, je vous l'ai dit. Mais la démographie renvoie à des choix personnels, intimes. Cela doit être un choix, en particulier pour les jeunes filles et pour les femmes. Partout où vous avez 7 ou 8 enfants par femmes, est-ce que vous êtes sûrs que c'est le choix des femmes ? Je veux le choix pour une jeune fille, si elle le souhaite, de faire ses études. Elle doit pouvoir faire ce choix, elle. Je veux qu'une jeune fille ait le choix de ne pas être mariée de force à 13 ans et de faire des enfants. Non pas parce qu'un président de la République l'aura voulu, parce que vous l'aurez voulu. Nous devons avoir ce débat responsable. »

Michel Tournier : « Le drame, c'est le nombre d'êtres humains sur Terre. Il faut voir l'évolution de la population du globe : c'est effrayant ! Ça double tous les 25 ans et on ne sait pas où l'on va à ce régime là. Quand on est une poignée, on peut faire tout ce qu'on veut ça n'a aucune importance, mais quand on est une masse énorme, il faut faire attention et ne pas tout détruire ou planter n'importe quoi. Si un peuple double tous les 25 ans, ce qui est une règle générale en Afrique, il est voué à la misère, à la violence et à la guerre.»

(recension de Patrick Pellet)

Cet animal raté au natalisme débridé, homo « sapiens »

Michel Sourrouille, Biosphere, 22 juillet 2018

Plus personne ne peut de nos jours contester que l'humanité est confrontée à une crise écologique globale d'ampleur inégalée. Elle résulte en premier lieu d'une croissance démographique explosive de l'espèce humaine, d'une telle ampleur qu'E.O. Wilson a pu pertinemment écrire que l'accroissement de ses populations se fait beaucoup plus selon un mode bactériel que selon les modalités démo-écologiques propres à une espèce de primate évoluée ! Comment ne pas être atterré de constater que l'effectif du genre *Homo*, a plus que quadruplé en moins de cent ans au cours du seul XXe siècle, sa population ayant dépassé les 6 milliards en l'an 2000 ! Comment ne pas être consterné quand l'on constate que des démographes et des sociologues, adoptant une attitude de nataliste attardé, affirment aujourd'hui encore que l'explosion démographique n'aura pas lieu ! Il s'agit d'un refus du réel que l'on observe parmi ceux que Pierre Jouventin appelle de façon courtoise des « *rêveurs optimistes* ».

A la différence des autres prédateurs, l'homme chasseur-collecteur a exterminé une à

une de très nombreuses espèces qu'il chassait en meute comme les loups, alors que l'écologie enseigne que dans la nature existe un équilibre permanent des populations de prédateurs et de proies. Cette constatation a fait dénommer par les démo-écologues le couple proie-prédateurs comme le binôme « *prédateur prudent et proie efficace* ». Notre espèce a éradiqué peu à peu toutes les autres espèces de grande taille qui lui étaient proches, les autres *Homo* comme la grande faune. En outre, autre indice d'une animalité incomplète, l'homme n'a plus régulé ses effectifs à partir du néolithique, à l'opposé de ce que font les autres espèces animales supérieures qui représentent ce que l'on dénomme en écologie des **espèces K**, que privilégient le développement au détriment de la reproduction. La **stratégie r** est adoptée normalement par des petits mammifères de faible longévité et de croissance rapide. L'homme constitue la seule espèce de grand Primate qui se comporte depuis le néolithique comme un stratège r. Par ailleurs, à la pression insensée qu'exerce depuis déjà longtemps la surpopulation humaine sur la nature et ses ressources, se sont ajoutées les conséquences parfois calamiteuses du développement de technologies pas toujours maîtrisées, ce qui a accru de façon exponentielle l'impact effectif de notre espèce non seulement sur la biosphère, mais bien au-delà sur l'écosphère.

Si seulement la population mondiale était régulée, tous nos problèmes présents et futurs seraient écologiquement résolus en quelque dizaines d'années puisque notre pression sur le milieu de vie redeviendrait faible. Une décroissance des populations humaines pourrait maintenir dans son intégrité la biosphère et l'écosphère. Ne pas agir ainsi est d'autant plus aberrant que le fait de contrôler sa natalité est une question de simple bon sens accessible à quiconque est doté de raison.

François Ramade, dans sa préface au livre de Pierre Jouventin « *L'homme, cet animal raté (Histoire naturelle de notre espèce)* » aux éditions Libre & Solidaire (2016).

Défendre la nature, NON. Défendre les territoires, OUI.

Michel Sourrouille, Biosphère, 23 juillet 2018

Bruno Latour accuse LE MONDE* : « Dans les pages « Planète », vous multipliez les alertes par les scientifiques. Un jour, ce sont les insectes ; un autre jour, ce sont les sols qui disparaissent ; ensuite, c'est la disparition du trait de côte. Et dans les pages « Politique », il ne se passe rien, ou pas grand-chose. »

Bruno Latour accuse les politiques : « Aujourd'hui, ce sont les scientifiques qui s'angoissent, qui alertent, et ce sont les politiques qui restent froids comme des concombres. Ce qui rend fou, c'est la déconnexion entre l'ampleur des avertissements et l'impuissance d'en faire de l'action politique à la bonne échelle. »

Bruno Latour envisage une solution : « Si je vous dis : « Votre territoire est attaqué », vous êtes tout feu tout flamme pour le défendre. La différence est énorme dans les réactions suscitées entre défendre la nature et défendre son territoire. »

Bruno Latour cerne la difficulté : « Le problème, c'est que nous n'avons à peu près aucune idée de ce qu'est le territoire. Si bien que l'agriculteur intensif déteste les écologistes tout en

assistant à la disparition de son sol. »

Bruno Latour acte la conséquence : « Faute d'une terre assez vaste pour contenir tous les rêves de modernisation, brusquement, dans tous les pays à la fois, voilà que l'on prétend revenir aux frontières des anciens territoires nationaux. »

Bruno Latour accuse l'extrême droite : « S'il y a un piège dans lequel il ne faut pas tomber serait de choisir l'Etat-nation sans définition concrète d'un sol réel. Vous n'allez pas faire tenir la question du climat dans les frontières de l'Etat-nation. »

Bruno Latour dépasse la contradictions : Je propose de faire coïncider les notions de territoire avec celle de « subsistance ». Un territoire, ce n'est pas une circonscription administrative, c'est ce qui vous permet de subsister. Et vous n'avez un territoire que si vous pouvez le visualiser pour le protéger et le défendre. Il ne s'agit ni de « renverser le capitalisme », ni de « sauver la planète ». Pour arriver à un résultat réel, il faut d'abord faire la liste des entités qui assurent votre subsistance. Si les partis ont quasiment disparu à gauche comme à droite, c'est parce qu'ils sont devenus incapables de décrire les conditions de subsistance, et donc les conflits de subsistance, de leurs mandants. Sans description préalable des conditions de vie, personne n'a d'idée particulière sur ce qu'il convient de faire. C'est tout ce processus que je nomme « retour au territoire ».

* LE MONDE du 22-23 juillet 2018, Etre nature (1/6). Pour le sociologue Bruno Latour, il est urgent de transformer les questions d'écologie en questions de territoire afin de sortir de la crise politique et environnementale.

NB : lire en complément cet interview de Bruno Latour sur [Reporterre en novembre 2017](#)

SECTION ÉCONOMIE



Etats-Unis... Lire la suite

Ouch ! Observez à quel rythme le coût de la dette fédérale américaine augmente avant même d'autres hausses de taux....

Publié le 22 juillet 2018 à 17:17:34 / 0 commentaire / 1 117 vues

Ouch ! Observez à quel rythme le coût de la dette fédérale américaine augmente avant même d'autres hausses de taux.... Egon Von Greyerz: "Les



la... Lire la suite

Quelle claque pour le baromètre de la croissance économique ! En 4 semaines seulement, le cuivre a chuté de 18%

Publié le 22 juillet 2018 à 11:54:42 / 1 commentaire / 1 062 vues

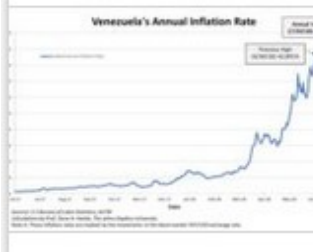
De la haute technologie à l'industrie lourde... en passant par l'ensemble des secteurs de la construction et de la production, le cuivre est un baromètre de



Egon Von Greyerz: "Les Etats-Unis sont ruinés !"

Publié le 21 juillet 2018 à 20:28:53 / 19 commentaires / 3 078 vues

Le riche domine sur les pauvres ; celui qui emprunte est l'esclave de celui qui prête." – Salomon C'est l'histoire de Débiteur, un nouveau-né... Lire la suite



Venezuela: Le taux d'inflation annuel évolue à plus de 40.000% !!

Publié le 21 juillet 2018 à 18:34:58 / 1 commentaire / 451 vues

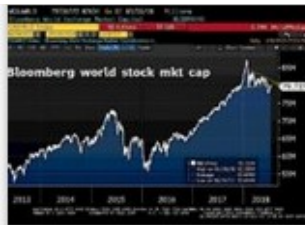
Le vendredi 20 Juillet 2018, selon les dernières mesures de Steve H. Hanke, professeur d'économie appliquée et codirecteur de l'Institute for Applied Economics... Lire la suite



La Russie liquide un tiers de ses bons du Trésor US

Publié le 20 juillet 2018 à 19:01:26 / 3 commentaires / 1 079 vues

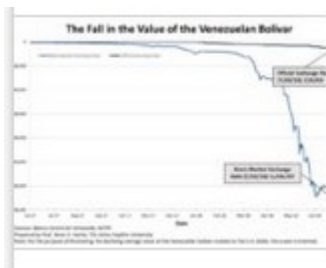
La Russie a revendu au moins un tiers de ses bons du Trésor américains en mai et ne figure plus sur la liste des 33 plus gros détenteurs de la dette américaine,... Lire la suite



L'indice de la capitalisation boursière mondiale évolue toujours sous son support récemment cassé à la baisse

Publié le 21 juillet 2018 à 15:11:10 / 0 commentaire / 691 vues

L'indice de la capitalisation boursière mondiale évolue toujours sous son support récemment cassé à la baisse. Jim Rogers: « Nous sommes à la veille du pire krach... Lire la suite



Enfer financier au Venezuela: 1 dollar s'échange désormais contre plus de 3,2 millions de bolivars au marché noir

Publié le 21 juillet 2018 à 11:57:06 / 8 commentaires / 788 vues

Sur le marché noir (l'endroit où la plupart des Vénézuéliens acquièrent des dollars dans le pays autoritaire), il faut aujourd'hui plus de 3,2 millions de... Lire la suite

Egon Von Greyerz: "Les Etats-Unis sont ruinés !"

Source: goldbroker et BusinessBourse.com Le 21 Jul 2018

Le riche domine sur les pauvres ; celui qui emprunte est l'esclave de celui qui prête. – Salomon

C'est l'histoire de Débiteur, un nouveau-né américain. Débiteur vient de naître dans la plus grande économie du monde, une terre pleine de promesses et d'opportunités. C'est ce que ses

parents lui disent. Mais à son insu, Débiteur démarre très mal dans la vie : il part avec une dette massive qui va se multiplier au cours de son existence.

L'esclavage de la dette américaine

Les paroles du roi Salomon sonneront vraies pour presque tous les Américains nés à notre époque. L'Américain moyen est un esclave de la dette dès sa naissance. Au moment où il mourra, sa dette aura augmenté de façon exponentielle, transmettant ainsi une situation encore plus critique à la génération suivante.

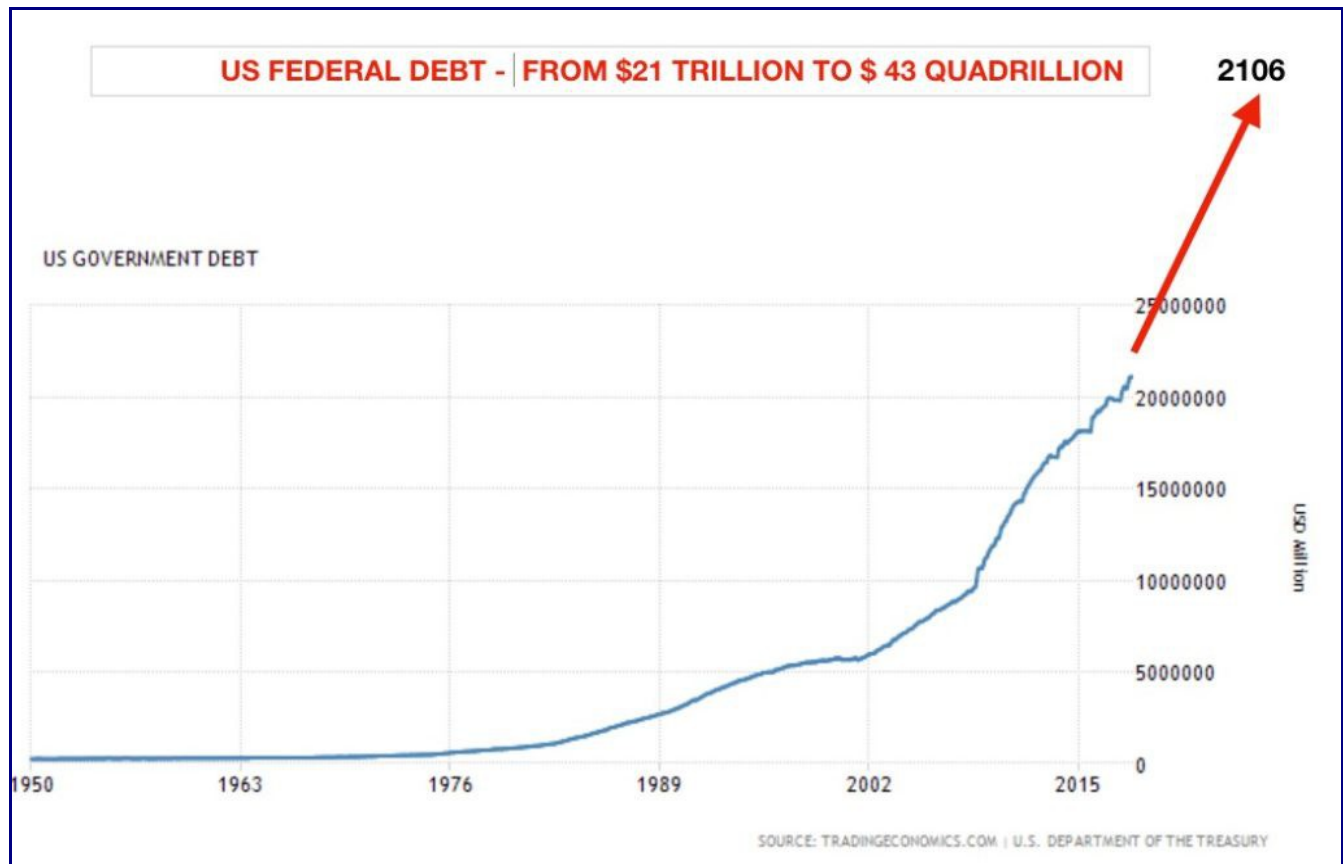
Ce cercle vicieux dure depuis un peu plus de 100 ans. Une très petite élite est devenue incroyablement riche et les masses sont devenues asservies par la dette privée et publique.

Pour la plupart des gens, il sera impossible de se dégager du piège de la dette. Au lieu de cela, ils alourdiront la dette en s'endettant davantage.

La dette américaine, de 21 000 milliards \$ à 43 quadrillions \$

Mais le gouvernement fera aussi sa part. La dette publique va, au minimum, doubler tous les 8 ans, comme elle le fait depuis plusieurs décennies ([voir l'article de la semaine dernière](#)).

Avec une dette actuelle **de plus de 21 000 milliards \$**, et en supposant que le débiteur vivra jusqu'à 88 ans, un doublement tous les 8 ans conduirait à une dette publique de 43 *quadrillions* \$ en 2106. Il s'agit d'une extrapolation des tendances à long terme et la plupart d'entre nous ne seront pas là pour vérifier cette prévision. Beaucoup de choses peuvent se passer en 88 ans.



Même une dette de 43 *quadrillions* \$ en 2106 me semble sous-estimée. **Des déficits plus importants et des taux d'intérêt plus élevés, tous deux étant probables, pourraient faire exploser ce chiffre.**

Quand Reagan a été élu en 1981, la dette était de 900 milliards \$. À cette époque, personne ne s'attendait à ce qu'elle soit multipliée par 23, pour atteindre 21 000 milliards \$, 37 ans plus tard.

Mais la dette publique n'est évidemment qu'une infime portion de la dette totale et autres passifs dont Débiteur et ses concitoyens américains sont responsables.

Passif non capitalisé aux Etats-Unis: 220 000 milliards \$

Le plus gros fardeau sera le passif non capitalisé de l'assurance-maladie et de la sécurité sociale. Selon le professeur Laurence Kotlikoff, cela représente 220 000 milliards \$. C'est 10 fois la dette publique actuelle, soit un passif qui ne sera probablement jamais financé. La solution miracle serait une augmentation de la prospérité et des recettes fiscales – **Très peu probable.**

LIEN: [USA: La fuite en avant dans l'endettement ou comment aggraver l'inéluctable crise qui se profile](#)

Une autre alternative serait que Débiteur et ses jeunes amis travaillent toute leur vie juste pour payer la retraite et les frais médicaux de l'ancienne génération – **Peu probable, et cela déclencherait une révolution.**

Plus probable est que le gouvernement créera simplement plus de dettes pour payer ces engagements. **Nous savons bien sûr qu'un problème d'endettement ne sera pas résolu en contractant davantage de dettes et que tout l'argent supplémentaire que le gouvernement créera à partir de rien n'aura aucune valeur et, par conséquent, aucun effet.**

Dans ce cas là, il n'y aura pratiquement pas de couverture médicale ni de retraite pour Débiteur et ses concitoyens américains – Cela entraînera des troubles civils ainsi que la pauvreté et la maladie. Un résultat peu souhaitable mais malheureusement très probable.

Tous les américains ont une dette de 715 000 \$

Comme les 325 millions d'Américains, Débiteur devra assumer sa part de l'encours de la dette publique. Cela signifie que Débiteur commence sa vie en étant endetté de 65 000 \$ (1/325 millionième de 21 000 milliards \$). Il n'a clairement pas mérité cela et ne pourra jamais rembourser ce montant.

LIEN: [Etats-Unis: La dette sur les Prêts automobiles US vient d'atteindre un nouveau sommet historique](#)

LIEN: [Etats-Unis: La dette étudiante vient d'atteindre un nouveau sommet historique](#)

Débiteur doit également assumer sa part des passifs non capitalisés qui est de 1/325 millionième de 220 000 milliards \$, soit 650 000 \$. Ses parents ne l'ont jamais prévenu parce qu'ils ont été élevés à une époque où le gouvernement se contentait d'imprimer ou d'emprunter de l'argent chaque fois que le besoin s'en faisait sentir. Donc, au total Débiteur doit 715 000 \$. Les parents n'ont jamais compris que leur gouvernement dépensait constamment de l'argent qui n'existait pas. Ils n'ont clairement pas lu David Copperfield de Charles Dickens et

le gouvernement non plus :

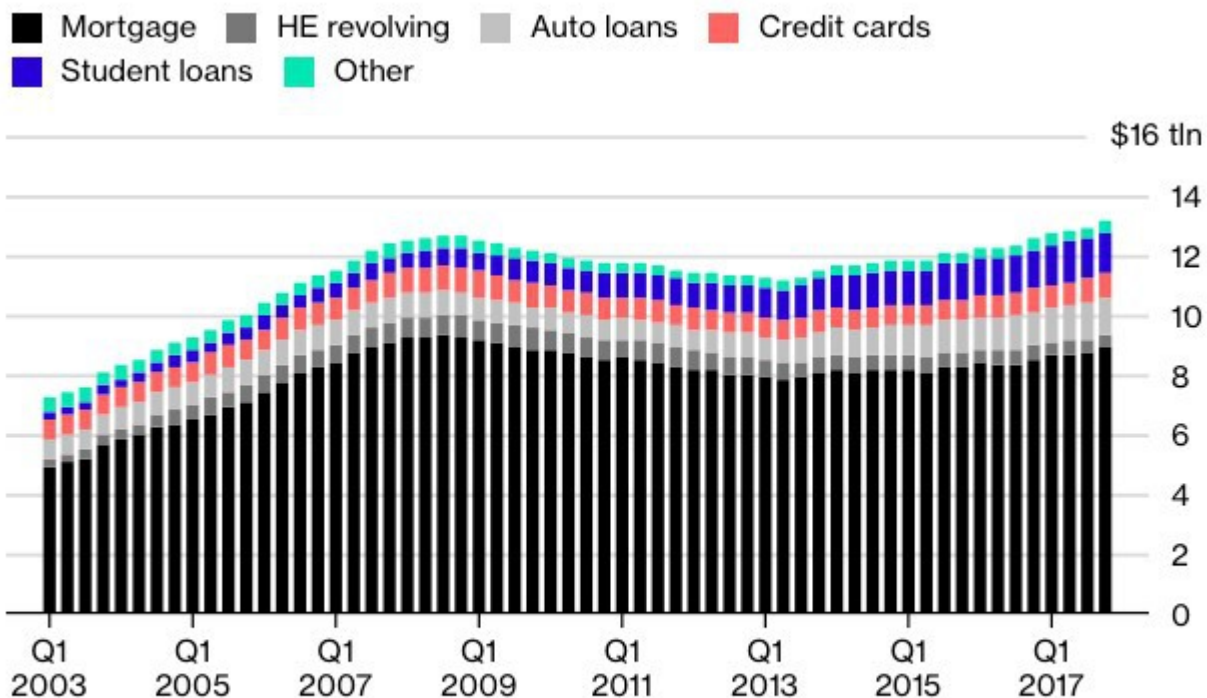
“Revenu annuel: vingt livres; dépenses annuelles: dix-neuf livres, dix-neuf shillings, six pence; résultat: le bonheur. Revenu annuel: vingt livres; dépenses annuelles: vingt livres, zéro shilling, six pence; résultat: la misère.” – Charles Dickens, David Copperfield

L'objectif premier d'un gouvernement est d'être réélu

Le gouvernement n'a jamais dit aux parents de Débiteur qu'il dépensait plus d'argent qu'il n'en avait et que cela finirait par entraîner la misère aux États-Unis. Le gouvernement ne veut pas dire aux Américains qu'il a très mal géré l'économie. L'objectif principal du gouvernement américain (ainsi que de la plupart des gouvernements) est d'être réélu. Le meilleur moyen d'y parvenir est d'acheter des votes en soudoyant le peuple. Mais cela a coûté cher puisque le gouvernement américain ne parvient pas à joindre les deux bouts depuis 1960. Ainsi, pendant près de 60 ans, le gouvernement américain a dépensé plus d'argent qu'il n'en a perçu auprès des contribuables pour acheter des voix.

Une fois que Débiteur aura atteint l'âge adulte, il refusera de payer des dettes qu'il n'a pas contracté. Peu importe qu'il refuse ou non, car il n'est même pas en mesure de payer les intérêts sur les dettes.

Prêts à la consommation



Source: Federal Reserve Bank of New York

En plus des dettes héritées, Débiteur continuera pendant sa vie à supporter toutes les dettes contractées par chaque citoyen américain : dettes de carte de crédit, prêts étudiant, prêts auto et prêts hypothécaires. Comme le montre le graphique ci-dessous, ces dettes sont passées d'un

peu plus de 7 000 milliards \$ en 2003 à près de 14 000 milliards \$ aujourd'hui. Pendant la durée de vie de Débiteur, le total des prêts à la consommation passera de 14 000 milliards \$ à 100 000 milliards \$. Le débiteur n'aura évidemment pas la capacité de rembourser ses prêts, pas plus que ses concitoyens américains.

Une dette remise doit être payée par quelqu'un

Beaucoup de dettes sont susceptibles d'être annulées. Mais le gouvernement ne peut pas simplement agiter une baguette magique et annuler des dettes sans que cela ait des conséquences sur les épargnants, les caisses de retraite ou d'autres investisseurs. De l'autre côté d'une dette se trouve un actif dont la valeur diminuera proportionnellement à la dette. Donc, quand les dettes disparaissent, que ce soit par défaut ou annulation, il y a une implosion simultanée de la valeur des actifs.

Les États-Unis sont fauchés

Le gouvernement des États-Unis, ainsi que de nombreux autres gouvernements, ont soudoyé les gens pendant plus d'un demi-siècle avec la sécurité sociale, les aides et les soins médicaux au détriment des générations futures. Les parents de Débiteur n'ont jamais compris que le pays ne pouvait se permettre un tel niveau de vie. La croyance commune à toutes les économies occidentales aujourd'hui est que le gouvernement prendra toujours soin de nous. Personne ne se demande : **“D'OU VIENT L'ARGENT?”**

LIEN: [L'Amérique se dirige droit vers la plus grande crise d'endettement de l'histoire !](#)

Selon Kotlikoff, il vient de nulle part. Au sujet du projet de loi fiscale de Trump, il a déclaré : **“Les États-Unis sont ruinés. Une épée fiscale de Damoclès pèse sur l'avenir économique de nos enfants.”**

Alors, quelle est la solution ? Il n'y en a pas. Les États-Unis, comme de nombreux autres pays, guide son peuple vers la perdition. Cela provoquera des défauts de paiement massifs et une implosion déflationniste de la valeur des actifs.

Mais avant cela, les gouvernements essaieront séparément de sauver leurs économies en imprimant des quantités illimitées de monnaie sans valeur. Cela ne sauvera pas l'économie, mais conduira plutôt à l'hyperinflation et à l'effondrement des monnaies.

Qu'advient-il de Débiteur qui a eu la malchance de naître au sommet de la plus grande bulle économique de l'histoire? La bonne nouvelle pour Débiteur est que toutes ses dettes ainsi que les dettes du pays disparaîtront dans un trou noir. Il en sera de même pour ses économies et ses investissements, mais il est peu probable qu'il en ait.

Débiteur aura un début de vie difficile. J'espère que pendant ses 88 ans, il aura l'opportunité de se reconstruire financièrement. Imaginez seulement si ses parents avaient eu un peu de prévoyance en lui donnant de l'or. Même une petite quantité ferait une grosse différence dans sa vie.

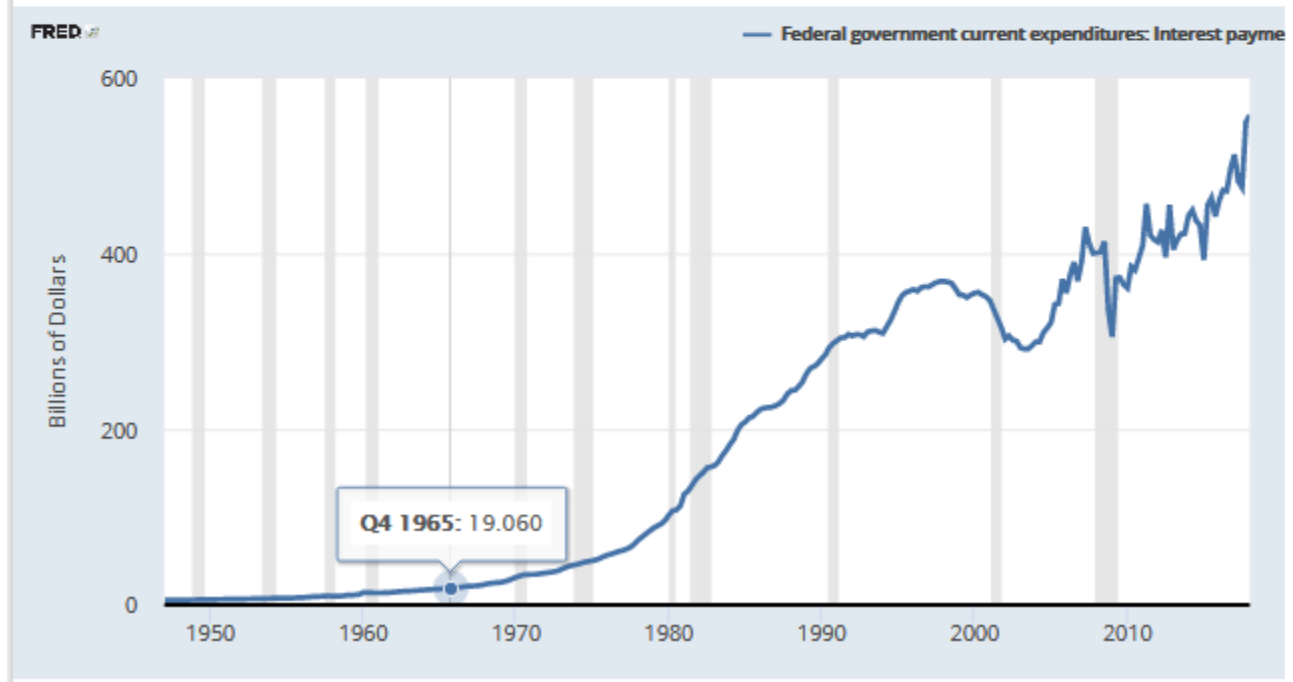
Source: [goldbroker](#)

Ouch ! Observez à quel rythme le coût de la dette fédérale américaine augmente avant même d'autres hausses de taux....

Le 22 Jul 2018 à 17:17:34 / 0 Commentaire / 1 120 vues

👍 1 🗨️ 0 ⓘ Noter

Ouch ! Observez à quel rythme le coût de la dette fédérale américaine augmente avant même d'autres hausses de taux....



Quelle claque pour le baromètre de la croissance économique ! En 4 semaines seulement, le cuivre a chuté de 18%

Le 22 Jul 2018 à 11:54:42 / 1 Commentaire / 1 065 vues

👍 1 🗨️ 0 ⓘ Note



De la haute technologie à l'industrie lourde... en passant par l'ensemble des secteurs de la construction et de la production, le cuivre est un baromètre de la croissance économique. En quatre semaines seulement, le cuivre a chuté de près de 18% par rapport à son sommet de quatre ans atteint le 7 juin dernier. Sa forte baisse reflète la faiblesse de la demande, en particulier en Chine, qui consomme environ 50% du cuivre mondial.

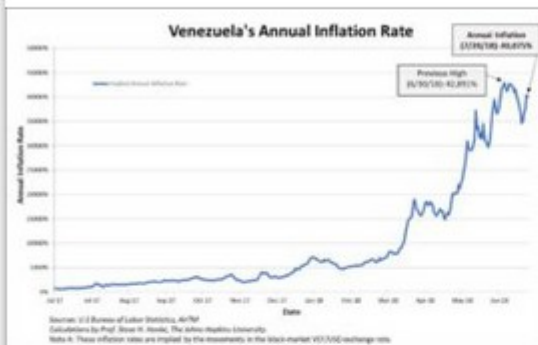
Encore une fois, c'est l'augmentation des cours du pétrole, un renforcement du dollar et la hausse des taux d'intérêt américains qui sont sur le point de secouer les économies mondiales.



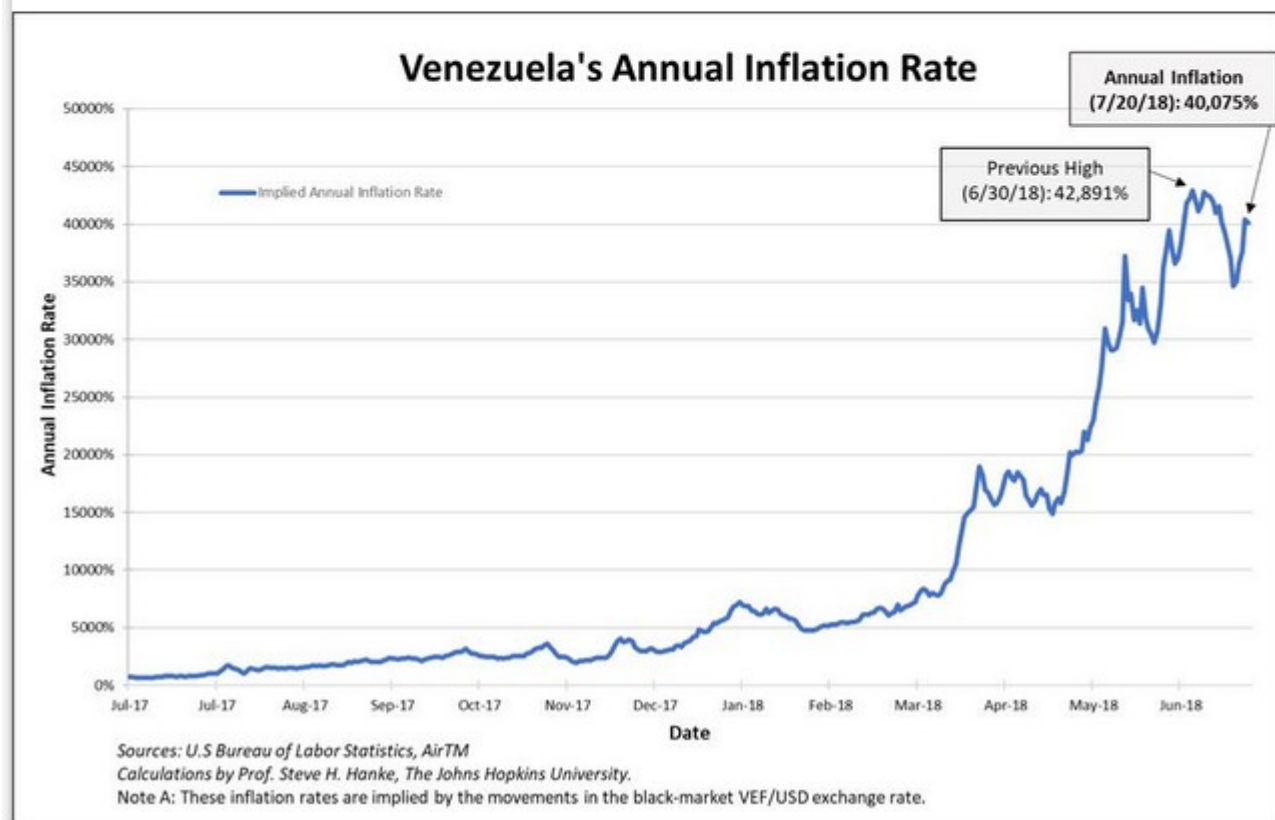
Venezuela: Le taux d'inflation annuel évolue à plus de 40.000% !!

Le 21 Jul 2018 à 18:34:58 / 1 Commentaire / 452 vues

👍 0 🗨️ 0 ⓘ < Noter



Le vendredi 20 juillet 2018, selon les dernières mesures de Steve H. Hanke, professeur d'économie appliquée et codirecteur de l'Institute for Applied Economics and the Study of Business Enterprise à l'université Johns-Hopkins de Baltimore, le taux d'inflation annuel au Venezuela évolue à plus de 40.000% (Taux d'inflation exprimé en milliers) Attention, sachez qu'1 dollar s'échange dorénavant contre plus de 3,2 millions de bolivars au marché noir.



L'indice de la capitalisation boursière mondiale évolue toujours sous son support récemment cassé à la baisse

Le 21 Jul 2018 à 15:11:10 / 0 Commentaire / 693 vues

0 0 < Noter

L'indice de la capitalisation boursière mondiale évolue toujours sous son support récemment cassé à la baisse.



Lorsque la Parasitocratie tombe les masques

Rédigé le 21 juillet 2018 par [Simone Wapler](#)

Après une semaine où [la bulle d'insouciance qui gonfle les marchés semble increvable](#), voici venir le temps de la pause du week-end.

Vraies nouvelles, *fake news*, statistiques bidons ou plus sérieuses se raréfient, les journalistes étant partis en vacances.

Dans *Le Figaro* du 20 juillet toutefois, une citation mérite l'attention. L'article nous apprend

qu'au terme d'une longue enquête menée par nos intrépides agents de la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED) un dangereux réseau de fabrication en quantité industrielle de tabac à narguilé vient d'être démantelé !

Ouf... nous respirons (parfum au choix : fraise, pomme, menthe) d'être délivrés de cette industrie très dangereuse qui approvisionnait les bars à chicha de la région parisienne.

Notre ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, y est allé de son compliment et de sa citation courageuse, recommandant aux agents des Douanes...

... « d'être intraitables pour combattre le tabac illicite qui est à la fois l'ennemi de la santé des Français et des buralistes, seul réseau légal de distribution de tabac en France ».

Vous avez sous les yeux l'expression d'un miracle de Saint Fisc (1) : ce qui est dangereux pour notre santé ne l'est plus à partir du moment où la distribution se fait par un réseau agréé par l'Etat et qui paye son tribut. Les gentils buralistes adoués par l'Etat ne sont pas dangereux, eux, puisque l'argent remonte.

C'est ainsi que fonctionne la Parasitocratie : agiter de grands dangers puis nous taxer pour nous en protéger. Le problème c'est que la plupart du temps, ces dangers sont soit imaginaires, soit provoqués par un agissement antérieur de ceux qui taxent. Mais bien entendu, la justification est que les taxes sur le tabac seront affectées à la Sécurité sociale.

1-*Théorie de la révolte fiscale*, Serge Schweitzer et Loïc Floury.

Haro sur le Trump qui ose le crime de lèse majesté financière

Bruno Bertez 20 juillet 2018

La levée de boucliers contre la première attaque réalisée par Trump contre la hausse des taux de la Fed est absolument générale. Nous avions prévu cette attaque, mais elle vient très tôt dans la démarche de Trump.

Trump bien entendu ne fait pas de l'économie, il ne sait même pas que les taux d'intérêt ont une composante cyclique, il fait de la politique.

Mais sur le fond je ne suis pas loin de partager son attaque: On nous fait passer des choix qui sont en dernier ressort idéologiques pour des choix techniques!

C'est au milieu des années 60, en 1964, lors de la campagne de Barry Goldwater si mes souvenirs sont bons, que les Républicains et la Fed ont abandonné la politique économique de type Rockefeller, c'est dire la politique RINO, « républicain in name only ». Ce fut le grand virage conservateur des républicains et des élites. La Fed a alors basculé dans une politique régulatrice de type préemptif, c'est à dire visant à tuer dans l'oeuf les hausses de salaires. Trump ne fait que revenir à la logique des républicains d'avant l'abandon du Rockefellerisme. Le Rockefellerisme était un mixte de conservatisme et de régulation de type démocrate ou sociale démocrate, volontariste.

Bien entendu c'est pour d'autres raisons que je n'approuve pas la politique de la Fed, pas du tout pour les raisons de Trump qui peste contre la banque centrale parce qu'elle risque

d'asphyxier la reprise. Elle va gêner les élections de mid term en Novembre.

Trump et Powell:



L'avenir du pétrole dans une étrange seringue

Jean-Marc Vittori / Editorialiste Le 12/07 2018 Les Echos.fr/

L'avenir du pétrole dans une étrange seringue - Boll pour Les Echos

Les cours du pétrole ont doublé en un an. Au-delà de cette flambée, la demande va être dopée par la croissance mais freinée par la volonté de décarboner l'économie et par l'essor de la voiture électrique. Pas facile de faire les bons choix d'investissement !

L'or noir est la première source mondiale d'énergie depuis plus d'un demi-siècle. Et pourtant son avenir est incertain comme jamais. L'an dernier, il a fourni [plus du tiers de l'énergie primaire](#) consommée dans le monde. Son prix, qui joue un rôle majeur dans l'économie mondiale, défie les prévisions. Et les majors pétrolières, longtemps les entreprises les plus puissantes de la planète, doivent faire des choix impossibles.

Offre bridée

Aujourd'hui, c'est le prix du baril qui attire la lumière. Depuis la mi-2017, il a pratiquement doublé. [Il approche désormais 80 dollars](#), alors qu'il valait moins de 30 dollars début 2016 (après avoir oscillé autour de 100 dollars de 2011 à l'été 2014). Cette poussée vigoureuse a fait repasser l'inflation au-delà des 2 % dans nombre de pays avancés, amputant pouvoir d'achat et consommation. Elle a aussi sorti la Russie et le Brésil de la récession. La hausse a surpris la plupart des experts. Ceux du FMI ont relevé d'un quart leur prévision du prix moyen du baril en 2018. [Des analystes de Bank of America-Merrill Lynch](#) voient le cours dépasser 90 dollars au printemps 2019.

Ce renchérissement s'explique. La demande progresse avec la croissance soutenue des pays émergents et de gros achats de l'industrie pétrochimique. L'offre, elle, est bridée. Elle l'a été d'abord par un accord conclu fin 2016 par les pays de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et la Russie, pour contenir la production. [Ce pacte a été récemment assoupli](#) , sans effet durable sur les cours.

Progression régulière de la demande

Car un autre facteur pèse encore plus sur l'offre : les tensions géopolitiques. En pleine tourmente économique et sociale, [le Venezuela a réduit sa production de près de moitié](#) en deux ans. En proie à une guerre civile, [la Libye a du mal à exporter](#) . L'interdiction d'importer du pétrole iranien à partir de novembre prochain, décrétée par le président américain Donald Trump qui menace les contrevenants de lourdes sanctions, commence déjà à faire sentir ses effets. Même si Trump se vante d'avoir obtenu une hausse de la production saoudienne...

Just spoke to King Salman of Saudi Arabia and explained to him that, because of the turmoil & disfunction in Iran and Venezuela, I am asking that Saudi Arabia increase oil production, maybe up to 2,000,000 barrels, to make up the difference...Prices to high! He has agreed!

— Donald J. Trump (@realDonaldTrump) [30 juin 2018](#)

La perspective change en prenant du recul. Au-delà des fluctuations de court terme, la demande mondiale de pétrole progresse en réalité de manière très régulière, du moins pour l'instant. Sa consommation est sur une pente de 1,5 % depuis maintenant trente-cinq ans. La récession profonde de 2009 se traduit à peine par une légère entaille dans la courbe.

De grands écarts cachent cette régularité. En dix ans, la consommation de pétrole a baissé de 11 % en Europe et de 4 % aux Etats-Unis, tandis qu'elle montait de 59 % en Inde et de 64 % en Chine ([chiffres BP](#)). Des écarts qui reflètent à la fois une activité plus dynamique dans les pays émergents et un stade de développement différent - la Chine et l'Inde sont en plein boom industriel, le moment où la soif d'énergie est la plus grande.

Doublement de la production américaine

Si la demande augmente régulièrement, les chocs viennent donc de l'offre. C'est vrai à court terme. [D'après le FMI](#) , « environ 80 % de la récente hausse des prix a été provoquée par une détérioration des conditions de l'offre ». C'est encore plus vrai à moyen et long terme. Guerre du Kippour en 1973, révolution iranienne en 1979, invasion du Koweït par l'Irak en 1990, guerre du Golfe en 1990, « printemps arabe » de 2011 : la plupart des flambées du pétrole viennent de tensions au Moyen-Orient, d'où est tiré plus du tiers de la production mondiale.

Comme du côté de la demande, la tendance générale de l'offre cache une redistribution spectaculaire des cartes. Les Etats-Unis sont désormais le premier producteur mondial de pétrole, avec une production qui a doublé en dix ans pour dépasser les 13 millions de barils par jour. Devant l'Arabie saoudite (12 millions) et la Russie (11 millions). Et ce n'est pas fini ! A lui seul, le Bassin permien, cet eldorado du pétrole de schiste situé au sud du Texas, pourrait doubler sa production d'ici à cinq ans. Ce qui la porterait à plus de 5 millions de barils par jour,

davantage que l'Iran ou l'Irak aujourd'hui.

« Au-delà du pétrole »

Mais le vrai doute est ailleurs. Il porte sur l'investissement. Car pour produire du pétrole, il faut dépenser des fortunes, d'abord pour en trouver puis pour le pomper. Les dépenses ont culminé à près de 900 milliards de dollars en 2014, avant de revenir à moins de 600 milliards l'an dernier. Et ce n'est sans doute pas qu'une baisse cyclique induite par la chute des prix. Car les compagnies imaginent visiblement un autre avenir.

[Le patron de l'anglo-néerlandais Shell, Ben Van Beurden](#) , explique ainsi que son métier n'est plus le pétrole mais la transition énergétique. Le français Total est devenu un géant du solaire avec sa filiale SunPower et a racheté récemment un distributeur français d'électricité, Direct Energie. Et cela fait déjà près de vingt ans que BP a déclaré que son acronyme signifiait « Beyond Petroleum » (« au-delà du pétrole »), rayant ainsi d'un trait de plume un siècle de fierté british.

Des projets raréfiés

Les pétroliers ont en réalité [une équation difficile à résoudre](#) . Leurs actionnaires s'inquiètent d'un renforcement de la lutte contre le réchauffement climatique qui pèserait sur le secteur - et aussi de la montée en puissance de la voiture électrique. Ils freinent donc les ardeurs d'investissement. Les projets à plus de dix ans se raréfient. Les prix risquent donc de flamber tôt ou tard dans les années 2020. Ce qui pèsera sur la consommation... et pourrait, paradoxalement, pousser les majors à investir davantage dans les autres formes d'énergie, pour éviter de se retrouver avec des millions de barils sous terre que plus personne ne voudra acheter. L'avenir du pétrole sera moins glorieux que son passé.

[Mystification:]

Seule l'écologie peut sauver le capitalisme

Jean-Marc Vittori / Editorialiste Le 10/07 à 09:12 Mis à jour à 10:57

Fabien Clairefond pour Les Echos

Le capitalisme manque de projets. Les entreprises rendent l'argent aux actionnaires plutôt que de l'investir là où il serait utile de le faire. Seule la transition écologique pourrait le rassasier.

Le capitalisme se mord la queue. Faute de projet, il en vient à dévorer son capital. Ce qui représente une vraie menace sur l'avenir, car le capitalisme porte une formidable efficacité économique. Nous lui devons largement la fabuleuse progression des conditions de vie depuis deux siècles. Même ses contempteurs les plus féroces, comme [le sociologue suisse Jean Ziegler](#) , le concèdent.

Le capitalisme a pourtant devant lui un magnifique chantier. Mais il ne pourra s'en emparer tout seul. Il devra être sauvé par ses ennemis, comme il l'a déjà été à plusieurs reprises dans le passé.

Pente naturelle : l'accumulation

Commençons par nous entendre sur les mots, car nous sommes ici dans le moulin à fantasmes. L'essayiste anarchiste Pierre-Joseph Proudhon a donné une définition limpide du capitalisme il y a plus d'un siècle et demi : « *régime économique et social dans lequel le capital comme source de revenus n'appartient généralement pas à ceux qui l'utilisent dans leur propre travail.* »

L'historien Fernand Braudel a ensuite dissipé la confusion fréquente entre économie de marché, espace de concurrence (où la pente est la « *baisse tendancielle du taux de profit* » pointée par Karl Marx), et le capitalisme, « *étage supérieur* » dominé par des monopoles (où la pente naturelle est l'accumulation, aussi pointée par Marx et mise en évidence récemment par les travaux de Thomas Piketty).

Excès de pouvoir

Si le capitalisme est redoutablement puissant, c'est parce qu'il permet d'accumuler du capital, et que ce capital est ensuite investi là où il est le plus efficace - machines, infrastructures de transport, recherche, etc. Il est tellement puissant qu'il ne peut pas exister sans opposants - Etat, syndicats, intellectuels. « *Sans cette présence de contrepouvoirs, le capitalisme disparaîtrait dans son excès de pouvoir, par les déséquilibres de revenus, les pertes de production et les révolutions qui en découleraient* », explique Sébastien Groyer, qui est à la fois philosophe et capital-risqueur, dans [sa thèse passionnante](#) .

Or, aujourd'hui, le capitalisme a perdu le nord. Il ne sait plus où aller. Pour être plus précis, les acteurs du capitalisme - dirigeants d'entreprise et grands investisseurs - ne savent plus quoi faire des masses d'argent qu'ils font circuler. Ils n'ont plus de grands projets. Du coup, cet argent revient aux actionnaires. Au lieu de lever de l'argent en émettant de nouvelles actions pour financer leur essor, les entreprises rachètent leurs vieilles actions. A lui seul, le géant du numérique Apple a annoncé [un « buy back » de 100 milliards de dollars](#) .

Entreprise sans projets

Les partisans de cette étrange pratique avancent deux arguments pour la justifier. D'abord, quand les [taux d'intérêt](#) sont bas, une entreprise dégage davantage de rentabilité en empruntant pour racheter des actions. C'est parfaitement exact. Mais elle pourrait espérer encore plus de profits si elle avait de beaux projets à financer.

Ensuite, il vaut mieux qu'une entreprise sans projets rende l'argent à ses actionnaires, mieux placés qu'elle pour détecter des innovations prometteuses. C'est à nouveau exact... sauf que les actionnaires qui reçoivent cet argent ne semblent pas le replacer dans d'autres firmes. Ils préfèrent notamment gonfler les bulles immobilières qui se forment un peu partout.

Nanifié par la loi de Moore

La révolution numérique aurait bien sûr dû constituer une magnifique opportunité d'investissements. Dans sa campagne pour l'élection présidentielle de 1992, Bill Clinton faisait d'ailleurs miroiter un ambitieux projet d'« [autoroutes de l'information](#) ». Mais ce projet a

absorbé trop peu d'argent. Il est devenu une banale modernisation des réseaux de télécommunications. Au-delà, l'impact économique et financier des technologies de l'information a été nanifié par la terrible [loi de Moore](#) qui divise par 1.000 tous les dix ans le prix de la brique de base de cette révolution, la puce électronique.

Or le capitalisme n'a jamais été aussi efficace que pour mobiliser d'énormes sommes d'argent destinées à financer des projets colossaux. Expéditions maritimes vers les nouveaux mondes au XVI^e siècle, villes et réseaux de chemins de fer à partir du XIX^e, infrastructures (électricité, routes, télécommunications) et grandes usines de la production de masse au XX^e... Aujourd'hui, rien ne semble à la hauteur. Le numérique coûte trop peu cher. La révolution suivante, celle de la biologie, semble atteinte par le même virus - le prix du séquençage du génome humain a été [divisé par 10.000 en dix ans](#) .

Croissance insoutenable

Rien... sauf le plus formidable défi de l'histoire de l'humanité : le sauvetage de la planète. On le sait au moins depuis [le rapport du Club de Rome](#) publié en 1972, la croissance financée par deux siècles de capitalisme est insoutenable dans le temps. Trop gourmande en ressources non renouvelables. Trop menaçante pour l'équilibre biologique et climatique qui a permis l'éclosion de la vie et l'épanouissement de l'espèce humaine. Seul le capitalisme est assez puissant pour financer la transition écologique et énergétique. Seule l'écologie est assez ambitieuse pour donner un nouveau projet au capitalisme.

Mais le capitalisme est incapable de faire ce basculement tout seul. Comme toujours, il a besoin de normes, d'impulsions, de contraintes pour réussir. Cette fois-ci, il lui faudra en plus un nouvel ingrédient, car la survie de la planète n'est pas un revenu qui peut profiter à quelques-uns. C'est un bien commun. nous devons donc créer de nouveaux canaux financiers, un autre partage des risques et des revenus. Finalement, ça tombe bien : la propriété la plus fascinante du capitalisme, c'est sa capacité à se réinventer.

La guerre n'est pas commerciale, elle est géopolitique.

Comprendre le monde.

Editorial de Bruno Bertez 22 juillet 2018

Nommer mal les choses et les situations, c'est se condamner à ne pas résoudre les problèmes.

C'est à tort que l'on qualifie les initiatives américaines de commerciales. La guerre qui est déclarée est géopolitique, c'est la guerre pour la reconquête de la suprématie perdue depuis la mondialisation accélérée des années 80.

Trump, soutenu par beaucoup plus d'américains qu'on ne le croit a touché, à force de tatonnements, une fibre sensible, aussi bien chez les électeurs que chez les élites; Make America Great Again. MAGA.

Il rejoint le courant sur lequel avait surfé Reagan, celui de la fierté; Reagan le formulait autrement mais touchait la même fibre.

Sur le fond Trump a raison, les Etats Unis en tant que Nation, je dis bien en tant que Nation ont beaucoup perdu dans la mondialisation. Ceux qui ont gagné ce sont les ultra-riches; celles qui

ont gagné, ce sont les très grandes entreprises mondialisées, tous ceux qui sont pour l'ouverture totale, ceux qui veulent abattre les frontières au nom de la maximisation de la profitabilité, au nom de l'arbitrage mondial du travail, au nom de la redoutable tendance à l'égalisation des taux de profits et de l'extension de la valeur marchande, au nom du marché mondial uniformisé.

Par tâtonnements, Trump a compris que tout était lié : la suprématie, la géopolitique, l'économie, la finance, la monnaie, l'ordre juridique international. Et au fil des initiatives chaotiques, une cohérence se dessine; elle touche le commerce avec la fin du rôle d'importateur de dernier ressort, avec la finance avec le rôle de débiteur mondial qui crée la liquidité internationale, avec le dollar qui au lieu d'être géré pour l'optimum des Etats Unis a été géré pour liquifier et reflater un monde soumis aux forces déflationnistes de la surproduction, de la concurrence, de la modernisation, du remplacement du travail vivant par le travail mort.

Trump, je dis bien au travers ses incohérences, pas par projet conscient a fini par toucher du doigt la structure cachée du Système, lequel est/était articulé autour de l'abaissement américain continu au profit du monde global.

Imaginez un niveau supérieur du monde, le niveau américain, la haut sur la montagne. Imaginez qu'il était dans le passé, élevé, sur une hauteur, un promontoire un peu comme un lac de montagne; lorsque peu à peu vous faites sauter les barrières qui retiennent ce lac alors vous libérez une énergie, vous lachez des forces considérables; ces force vont bénéficier à tout ce qui est en bas, en aval, elles vont tout irriguer par le jeu de la mise en équilibre global. Ce qui est en haut perd son énergies et ce qui est en bas en profite et les ultra capitalistes, les membres de la super classe qui gèrent le mouvement de déversement s'octroient la plus value qui en découle.

C'est comme cela qu'il faut comprendre la mondialisation, un déversement qui affaiblit le niveau élevé et qui enrichit le niveau inférieur, mais avec au passage une confiscation de la plus value par ceux qui sont apatrides, sans frontières, non liés à une nation, ceux qui aiment l'idéologie du commerce international, ceux qui aiment la financialisation, ceux qui aiment l'immigration, ceux qui aiment ce que l'on résume par l'Ouverture ou l'Inclusion. Ceux qui constituent la communauté des kleptos et leur clientèle de dominés de masse.

Il est évident que tout ceci doit rester secret, il faut embrouiller, mystifier et mal nommer pour paralyser la réflexion, pour obturer la prise de conscience et pour occulter le sens des combats. Donc il faut faire passer tout cela pour du commerce, de l'économie, de la technique ! Il faut tout exposer par le petit bout de la lorgnette: lisez ci dessous!

Ce qui fappe c'est la nullité et la complaisance d'un Bruno Le Maire, il accepte de rentrer dans le jeu de la mystification alors que pour obtenir quelque chose dans les négociations, il faut refuser ce jeu, il faut une démarche de rupture, il faut être un rebelle, un bandit qui ne joue pas le jeu. pour gagner il faut appler un chat un chat et poser les problèmes au niveau ou ils doivent l'être, pas au niveau des apparences mystifiantes. Et c'est à partir de constats comme ceux ceux la que l'on voit qui les Bruno Le Maire et autres représentent!

« La guerre commerciale que se livrent les grandes puissances a perduré lors du G20: le FMI a regretté qu'elle entame la croissance mondiale, la France a appelé Washington à faire machine arrière, mais les Etats-Unis sont inflexibles.

Après les taxes douanières sur l'acier et l'aluminium, visant avant tout la Chine, qui ont mis le feu aux poudres, les Etats-Unis menacent de surtaxer les importations automobiles européennes, de sanctionner les pays qui commercent avec l'Iran et ont promis de limiter de manière drastique leurs achats de produits chinois.

Samedi à Buenos Aires, le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, a ratifié cette politique controversée, critiquée y compris par des alliés des Etats-Unis, lors du G20 des ministres des Finances et des gouverneurs de banque centrale.

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, se rendra mercredi à Washington pour des pourparlers, mais pas question pour les pays européens d'accepter le diktat commercial des Etats-Unis.

Le Maire prêt à se coucher, Merkel prête au combat, Lagarde compte les points

« Nous refusons de négocier avec un pistolet sur la tempe. C'est aux Etats-Unis de faire un pas pour enclencher une désescalade, et arranger tout ça », a dit fermement à des journalistes le ministre français de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire.

La veille, la chancelière allemande Angela Merkel avait assuré que L'Union européenne était « prête » à riposter à un éventuel relèvement par Washington de ses taxes sur les importations d'automobiles européennes.

La directrice du FMI, Christine Lagarde, a estimé que la guerre commerciale qui sévit depuis quelques mois pourrait réduire la croissance mondiale « de 0,5 point ».

Mnuchin a appelé la Chine et l'Union européenne à faire des concessions pour parvenir à une relation commerciale plus équilibrée, après les déclarations fracassantes de Donald Trump qui a traité d'« ennemis » commerciaux Pékin, Bruxelles et Moscou.

Multilatéralisme en crise ? Non il n'y a jamais eu qu'un simulacre de multilatéralisme

Face à la Chine, les Etats-Unis accusent un déficit commercial de 376 milliards USD en 2017 et compte le réduire. L'administration Trump menace d'imposer des taxes punitives sur la totalité des importations chinoises, qui représentaient 500 milliards de dollars en 2017.

Pékin accuse Washington de vouloir déclencher « la pire guerre commerciale de l'histoire économique » et a réagi en imposant de nouvelles taxes sur des produits américains.

Face au cavalier seul des Etats-Unis, les autres pays se font les apôtres benêts du multilatéralisme.

Pour le ministre brésilien de l'Economie, Eduardo Guardia, « tout ce qui va à l'encontre du libre-échange, d'un commerce basé sur les règles, doit être résolu à travers des organisations internationales, aptes à résoudre ce type de conflit ».

« Le commerce mondial ne peut pas reposer sur la loi de la jungle. L'augmentation unilatérale des tarifs, c'est la loi du plus fort, ça ne peut pas être l'avenir des relations commerciales dans le monde », a dit le ministre français.

L'Allemagne est un colosse aux pieds d'argile

Pour lui l'Europe a une carte à jouer dans ce contexte, et doit tirer partie de sa puissance économique. « Unie, assure-t-il, elle peut faire bouger les choses. Nous ne sommes pas

condamnés à être écrasés entre une Chine qui ne cesse de gagner en puissance et des Etats-Unis qui ont décidé d'entrer dans un rapport de force avec tous les autres Etats de la planète ».

Cet appel repose sur un malentendu, sur l'illusion que l'Europe est une vraie puissance économique, or c'est faux car l'Europe a un talon d'Achille c'est l'Allemagne. Cette dernière n'est forte qu'en apparence car elle est dépendante de la demande extérieure, elle pille la demande mondiale par son mercantilisme. L'Allemagne est un pays qui triche dans la mesure où il ne supporte pas le coût de la production de la demande adressée à ses productions, l'Allemagne a délocalisé ce coût. La délocalisation du coût de la demande, concept central de la mondialisation est au coeur des déséquilibres actuels du monde.

L'Europe exige des Etats-Unis l'exemption des surtaxes sur l'acier et l'aluminium, qui plombe son industrie sidérurgique. Elle espère que Washington épargnera son vieil allié européen, qui essuie des dégâts collatéraux, car la première puissance mondiale vise en premier lieu la Chine, numéro deux de l'économie mondiale.

Le G20 Finances évoquera les risques de crise dans les pays émergents, la taxation des géants du numérique et autres hommages du vice à la vertu. Le communiqué final du G20 Finances diffusé dimanche après la clôture des débats devrait acter le risque pour la croissance mondiale des tensions commerciales, l'engagement à travailler sur la taxation du commerce numérique et l'encadrement des crypto monnaies.

« Affaire Macron. La difficulté du courage de dire non. »

par [Charles Sannat](#) | 23 Jul 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

L'affaire Benalla n'est pas l'affaire Benalla. C'est l'affaire Macron.

C'est également l'affaire de tous ceux qui, aux commandes, obéissent servilement et appliquent des ordres illégaux et moralement condamnables.

Ce qui se déroule sur vos écrans, c'est l'histoire aussi vieille que le monde de la lâcheté humaine. Il faut du cran pour être courageux, car le courage cela se paie.

Le courage se paie souvent au détriment de votre paie. C'est un paiement comptant. Croyez-moi, il est plus rentable de tresser des couronnes de laurier à notre Jupiter dans les grands quotidiens avec une carte de presse et l'abattement fiscal supplémentaire que de tenir un blog.

Quand le courage ne se paie pas financièrement, il se paie socialement. Croyez-moi, il est plus facile de passer à la télé pour dire ce que le système veut entendre que pour dire ou décrire la réalité que l'on ne doit pas montrer.

Quand le courage ne se paie ni par l'argent ni par votre reconnaissance sociale, alors il reste la matraque, la prison, et parfois la mort.

Cette histoire de tous les courageux d'un côté, assez peu nombreux, et des collabos de l'autre, dont on n'a jamais manqué, c'est l'histoire des bassesses humaines. C'est aussi vieux que le monde.

Encore une fois, nos bidules technologiques ne cessent de progresser, mais l'âme humaine n'a

pas beaucoup changé depuis l'Empereur romain Marc Aurèle, qui est l'un de mes auteurs favoris.

Dire non c'est difficile, mais c'est ce qui fait de vous un homme.

Beaucoup pensent que nous vivons une période facile, un moment « paisible » de l'histoire où il n'y a pas à choisir.

Je vous expliquerai un peu plus loin qu'évidemment, cela est totalement faux. Mais avant, je voulais revenir sur un épisode noir de la collaboration de la gendarmerie pendant l'occupation lors de la dernière guerre mondiale.

Je ne vais pas parler de tous les actes de collaboration de la police ou de la gendarmerie. Nous les connaissons tous. Ne parlons des lâchetés, parlons du courage.

Je vais vous parler brièvement de l'histoire de ces 30 gendarmes qui ont refusé de fusiller des résistants. Une histoire méconnue. Je cite ce petit texte, très court.

« La solution du refus se déroule le 4 juillet 1944 à Nîmes, où une cour martiale avait condamné trois résistants.

Les trente gradés et gendarmes refusèrent tout net d'exécuter les condamnés ou d'être tirés au sort pour le faire.

Ce furent finalement des miliciens qui fusillèrent les trois résistants.

Les gendarmes furent alors emprisonnés, avant d'être libérés après le débarquement de Provence d'août 1944. L'un des officiers avait été condamné à 20 jours d'arrêt. »

Ces gendarmes ont payé de leur liberté leur « non » honorable. Ils n'ont rien « gagné » dans leur refus. Ils n'ont jamais été récompensés. L'histoire les a oubliés.

Les trois policiers hauts gradés qui vont être déférés devant un juge dans l'affaire Benalla n'ont pas eu le courage de dire non au Palais.

Pourtant quand on dit non, quand les forces légitimes refusent les ordres illégaux, elles forcent le pouvoir à s'afficher tel qu'il est. Le non oblige à l'exécution par les miliciens. Les forces supplétives. Et l'on sait tous que quand il y a de gros bras, des milices, nous avons affaire à un pouvoir autoritaire.

Cet exemple, très médiatisé, aura, au sein de nos forces de l'ordre, des conséquences remarquables. La première est que chaque homme et femme devra en son âme et conscience peser le pour ou le contre.

En Macronie, le gendarme désobéissant, ou le policier récalcitrant, ne risque pas la prison, juste leur paie et éventuellement une mort sociale. C'est déjà beaucoup certes, mais cela reste moins risqué que les geôles de la Gestapo en juin 44.

Le non est subversif et renvoie l'autre à son impuissance.

Le non que chacun peut prononcer est une arme redoutable, bien plus forte que ce que l'on peut penser ou imaginer, car le non renvoie l'autre, celui qui le reçoit, à son impuissance et c'est exactement cela qu'il manque à tous nos petits dictateurs de France et de Navarre, à tous ceux

qui se pensent « tout-puissants ».

Lorsque l'on dit non, quel choix reste-t-il à celui à qui l'on refuse ? Soit il accepte votre refus, et vous avez gagné, soit il est obligé de devenir violent et de vous imposer un oui à la place de votre non, un oui qui ne sera obtenu que par la force. Dans ce cas, vous avez gagné également, car le régime apparaît pour ce qu'il est : une dictature en marche.

Dans la vie, savoir dire non c'est se saisir de l'un des plus grands pouvoirs. Apprenez à dire non. Le non évidemment doit être justifié. Il n'est pas une fin en soi, d'ailleurs le non n'est pas un programme. Le non ne construit pas, le non ne bâtit pas. Il faut savoir dire non, pour mieux dire oui à autre chose.

Si je dis non à l'Europe de Bruxelles et à l'Europe fédérale, je dis oui à une Europe des nations, unies de Brest à Brest-Litovsk. Si le non est redoutable, il l'est encore plus lorsqu'il est suivi d'un oui à la portée considérable. Le meilleur exemple étant le non de De Gaulle à la soumission de la France, pour un oui à la France libre. Vaste programme !

Revenons à nos moutons. Nous vivons une époque bien troublée en réalité, où la moralité s'est largement dissipée, où tout se vaut ou presque, où le bien et le mal sont à géométrie variable.

Pourtant, il faut du courage pour dire non pour licencier de façon injuste (un cas récent a défrayé la chronique chez SFR).

Pourtant, il faut du courage pour dire non quand on sait que son usine fabrique du lait contaminé.

Pourtant, il faut du courage pour dire non quand votre entreprise corrompt pour obtenir certains marchés.

Pourtant, il faut du courage pour dire non et révéler certaines affaires quand on est journaliste et que globalement, il y a beaucoup de choses que l'on sait, et beaucoup trop que l'on tait.

Le problème de l'ambition... Et la nécessité de refuser certains postes.

La conclusion est que quand vous serez manager, « on » vous demandera de vous salir les mains. De mettre la pression, de pousser vos gens, d'exploiter, mais sans vous faire attraper dans un scandale.

Quand vous serez un DRH, on vous demandera de mettre en place les plans sociaux. Vous finirez peut-être même otage des salariés en colère, ou la chemise arrachée sur un tarmac... Et alors ? Vous ne le saviez pas ? Vous ne vous en doutiez pas ? Le statut social que l'on vous donne, la voiture que l'on vous prête, la paie que l'on file sont les pelles pour creuser les tombes de votre indépendance.

Vous êtes un corrompu, comme tous les autres, un corrompu légal, certes, mais un corrompu quand même, dans la mesure où ces avantages ont fait de vous un esclave consentant qui devient « actif » pour pouvoir continuer à se goinfrer de la bonne soupe qui lui est servie.

À un moment, c'est l'ambition qui guide les hommes vers plus de pouvoir, vers plus d'argent au lieu de les pousser à plus d'autonomie et d'indépendance.

Pour être libre, véritablement libre, il faut avoir la force d'âme nécessaire pour refuser certains postes où l'on sait bien ce que l'on finira par vous demander pour ne pas avoir à dire non. Vous pouvez aussi dire oui à ces postes, en espérant que le problème ne se pose pas ou que quand il

se posera, vous saurez dire non.

Pourtant, je peux vous donner déjà la réponse pour ceux qui acceptent en croyant qu'ils sauront dire non quand ce sera nécessaire. Entre le moment de l'acceptation et le moment des choix véritables, le poison de la corruption aura fait son œuvre, le confort, l'argent, le lucre, le gain, le statut social en auront fait les serviteurs serviles. Ils ne sauront pas dire non.

Pour être en mesure de dire non, il faut donc savoir faire preuve d'une très grande tempérance, une modération et une retenue de soi-même, volontaire. La tempérance c'est un peu l'inverse de l'ambition.

Dans cette affaire de milices macroniennes, on voit bien que ceux qui n'ont pas su dire non commencent à avoir quelques problèmes.

Nous savons tous qu'ils servent de fusibles et d'idiots utiles pour protéger le maître du Palais. Que cela serve de leçon à tous les autres zélés zélotes. Quand le roi est nu... ils sont jetés aux enfers.

Avoir la force de dire non est toujours une affaire individuelle. Vous êtes face à vous-même et au reflet de votre âme. Seul. Terriblement seul.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Donald Trump rompt avec la tradition et sermonne la FED

« Mécontent de la montée des taux d'intérêt et du dollar plus fort, le président américain Donald Trump a ouvertement critiqué la FED, rompant avec des décennies de respect de l'indépendance de la Banque centrale.

Dans une interview vendredi à la chaîne de télévision CNBC, dont des extraits avaient été diffusés la veille, Donald Trump a surpris économistes et investisseurs en s'en prenant sans ambages aux choix monétaires de la FED de remonter les taux.

« Je ne suis pas content » de la politique monétaire qui relève progressivement les taux d'intérêt, « mais en même temps je les laisse faire ce qu'ils estiment être le mieux », a affirmé M. Trump. »

Il faut dire que Trump contemple le dollar monter, monter, monter, et que cela n'est pas si bon pour le « business » puisque les produits américains sont plus chers sur le marché international, et les chinoiseries encore meilleur marché.

Trump, pour le moment, semble tout voir par le prisme de la guerre commerciale et du rééquilibrage des déficits commerciaux américains qu'un dollar fort n'arrange pas forcément.

Cela lui permet aussi de créer une polémique sur un sujet pas forcément très important à un moment où il veut poursuivre le dialogue avec Poutine et où l'establishment US le traînerait presque devant les tribunaux pour trahison.

Charles SANNAT Source [AFP via Boursorama.com ici](#)